



BAROMÈTRE 2019 DE L'EAU DE L'HYGIÈNE & DE L'ASSAINISSEMENT

État des lieux d'une ressource vitale #05 MARS 2019

AVEC LA PARTICIPATION DE MONICA DE CASTELLARNAU | COLETTE GENEVAUX | JEAN LAUNAY | MARTIN LEMENAGER | SANDRA METAYER
FRANÇOIS MÜNGER | ERIK ORSENNA | FRANÇOIS VINCE & DES ÉQUIPES DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL



**SOLIDARITÉS
INTERNATIONAL**

ACTEUR MAJEUR DU COMBAT
POUR L'EAU DEPUIS 1980

ÉDITORIAL

FACE À L'EAU POTABLE, LE MONDE NE TIENT PAS LE BON CAP

"Le monde ne tient pas le bon cap". Telle est la conclusion du rapport des Nations Unies au sujet de l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable numéro 6 et qui concerne l'accès universel à l'eau potable dans le monde. En effet, le monde ne tient pas le bon cap. En 2030, le monde entier est censé boire une eau saine, une eau qui ne rend pas malade, une eau qui ne tue pas. On en est loin, très loin, trop loin. L'objectif est-il atteignable ? Difficilement. A-t-on été trop ambitieux ? Certainement !

Aujourd'hui, le bateau coule. Les ONG écopent. Que fait l'ONU ? Que font les États ? Où sont les investissements nécessaires ? Nulle part. L'Union européenne et les pays les plus riches de planète sont aux abonnés absents. Les efforts consentis sont ridicules et bien loin de l'urgence de la situation.

Le monde a soif et on lui propose un verre à moitié plein alors que les réserves sont à moitié vides !

Depuis plus de 10 ans, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL se fait le porte-parole de l'accès à l'eau mais personne n'a envie d'entendre. Faut-il baisser les bras pour autant ? Ce n'est pas notre discours. Face au 2,6 millions de personnes qui meurent chaque année des suites de maladies liées à l'eau et à un environnement insalubre, nos équipes, chaque jour, se battent pour apporter cette ressource vitale aux populations dans le besoin. Car l'eau est source d'avenir, de reconstruction, de stabilisation. En Irak, au Yémen ou en Syrie, nos équipes poursuivent leurs activités d'accès à l'eau où elles s'affairent à soulager les souffrances et, quand les balles sifflent moins, participent à la réinstallation des populations dans leur village d'origine.

Mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans un océan de misère. Nous ne sommes pas optimistes mais nous n'avons d'autre choix que de poursuivre notre combat.



PAR ALEXANDRE GIRAUD

Directeur général
de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

L'accès et l'assistance d'urgence aux victimes de conflits, de catastrophes naturelles et d'épidémies, prolongée par une aide au relèvement précoce, sont la raison d'être de l'association humanitaire SOLIDARITÉS INTERNATIONAL depuis plus de 35 ans. L'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement est au cœur de l'expertise de nos équipes et de leur intervention sur le terrain. Présentes actuellement dans une vingtaine de pays, elles apportent une aide humanitaire vitale à plus de 5 millions de personnes, sans aucune autre considération que celle de leurs besoins, dans le respect de leur dignité, sans juger ni prendre parti, fondements de l'action humanitaire.
solidarites.org

BAROMÈTRE 2019 DE L'EAU, DE L'HYGIÈNE & DE L'ASSAINISSEMENT, ÉTAT DES LIEUX DE L'ACCÈS À UNE RESSOURCE VITALE, 5^e ÉDITION

Une publication proposée
par SOLIDARITÉS INTERNATIONAL
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Alexandre Giraud
DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION Renaud Douci

RÉDACTION EN CHEF Tugdual de Dieuleveult
RÉDACTION Alberto Aquistapace, Alain Boinet,
Caroline Bouvard, Natacha Calandre,
Sarah Chauvin, Tugdual de Dieuleveult,
Renaud Douci, Paul Duke, Alexandre Giraud,
Olivier Krins, Aude Lazzarini,
Jean-Sébastien Molitor, Vanessa Thomas
CONTRIBUTEURS Richard Allan, Alain Boinet,
Marine Bussac, Monica Castellarnau,
Romain Crochet, Colette Genevaux, Jean Launay,
Martin Lemenager, Laura Le Floch, Sandra Metayer,
Rafael Mazarrasa, François Münger, Erik Orsenna,
Romain Verchère, François Vince, Jean Willemin

PHOTOS Andrea Angioletti, Constance Decorde,
Tugdual de Dieuleveult, Gwenn Dubourthoumieu,
Marie Fanget, Thomas Gruel, Hermanus Karel
Myburgh/ecoimagesphotos, Tiecoura N'daou,
Prince Naymuzzaman Khan, Camille Niel,
Vincent Tremeau

COUVERTURE
Tugdual de Dieuleveult

CONCEPTION GRAPHIQUE ET ILLUSTRATION
Frédéric Javelaud

IMPRESSION Copymage

Merci aux Rédactions du Monde et de la Vie
pour l'autorisation de reproduction de la carte
Montée des Eaux tirée de l'*Atlas de l'Eau et des
Océans*. Merci à *The Conversation* pour l'autorisation
de reproduction de l'article *Pour vaincre le choléra,
il faut surtout un réseau d'eau potable décent*

Merci au Geneva Water Hub pour
l'autorisation d'utilisation de la photo
d'Hermanus Karel Myburgh/ecoimagesphotos

CONTACT PRESSE Tugdual de Dieuleveult
Tel : +33 [0]1 76 21 87 11
Mail : tdedieuleveult@solidarites.org

L'AGENDA DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

SOLIDARITÉS
INTERNATIONAL réalise
chaque année, lors de
la Journée Mondiale de
l'Eau le 22 mars, une
campagne contre l'eau
contaminée qui tue
pour alerter l'opinion
publique et faire agir les
décideurs. Dans ce but,
nous publions cette année
la 5^e édition du Baromètre
de l'eau, de l'hygiène et
de l'assainissement à
l'international.

SOLIDARITÉS
INTERNATIONAL est
membre du Partenariat
Français pour l'Eau, de
Coalition Eau, et du think
tank (re)sources. Nous
avons participé en 2016
à la COP22 à Marrakech
sur la question de l'eau
au Sahel, à la Semaine
Mondiale de l'Eau à
Stockholm et au 8^e Forum
Mondial de l'Eau à
Brasilia en mars 2018.
Nous suivrons pas à pas
la réalisation des ODD et
serons particulièrement
vigilants sur la réalisation
de l'Objectif 6 pour l'accès
universel à l'eau potable
et à l'assainissement.

Nous agissons en France
auprès de l'État au sein
du CNDSDI [Conseil national
du développement et de la
solidarité internationale]
et du Groupe de
Concertation Humanitaire
pour renforcer l'action
humanitaire, rendre les
ODD 2015-2030 possibles
et concevoir une stratégie
française promouvant les
droits concrets d'accès à
l'eau potable pour tous
dans le monde.

4 L'EAU, URGENCE HUMANITAIRE

- 5 Et si l'objectif eau des ODD c'était du pipeau ! **Alain Boinet**
- 6 Les chiffres de l'eau
- 7 La pénurie de réponses d'urgence dans les zones de conflit et les régions difficiles d'accès
Monica de Castellarnau (MSF) et Andrew Cunningham
- 8 Améliorer la santé des plus vulnérables : une réflexion concertée
Richard Allan (Mentor Initiative)
- 9 Quand l'assainissement sauve des vies **Rafael Mazarrasa (SI)**
- 10 Octopus : première plateforme collaborative dans le traitement des boues **Marine Bussac (SI)**

11 CHOLERA : LA MALADIE DES MAINS SALES

- 12 Lutte contre le choléra : bouclier préventif et actions coup de poing
Aude Lazzarini et Emmanuelle Maisonnave (SI)
- 14 Pour vaincre le choléra, il faut surtout un réseau d'eau potable décent
Martin Lemenager (AFD)
- 16 Kalemie : un réseau d'eau contre le choléra **Paul Duke (SI)**
- 17 Mieux évaluer la réponse cholera en RDC **Tufts University**
- 18 Mettre fin au choléra en Haïti **Jean-Sébastien Molitor (SI)**
- 20 Haïti : portraits de chlorateurs **Tugdual de Dieuleveult (SI)**
- 21 Haïti : Alerte choléra
- 22 "La gestion de boues a un impact direct et immédiat sur la santé de populations" **Alberto Aquistapace (SI) et Romain Verchère (Fondation Veolia)**

23 CHANGEMENT CLIMATIQUE

- 24 Montée des eaux, qui sont les premiers touchés ?
- 25 Les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique
Colette Genevaux (PsEau)
- 26 Sahel : l'adaptation pour mitiger les conséquences du changement climatique
Olivier Krins et Natacha Calandre (SI)
- 27 Changement climatique : cibler en priorité les projets à l'impact positif sur le climat **François Vince (AFD)**
- 28 Accès à l'eau : l'éducation est fondamentale **Erik Orsenna**

29 EAU ET SÉCURITÉ

- 30 L'eau, un vecteur clé pour la stabilité et la paix au Sahel
François Münger et Jean Willemin (Geneva Water Hub)
- 31 Kidal : énergie solaire et réorganisation spatiale, sources de réduction des conflits liés à l'eau **Emmanuelle Maisonnave (SI)**

32 EAU ET RECONSTRUCTION

- 33 Irak : eau, hygiène et assainissement pour se reconstruire **Sarah Chauvin (SI)**
- 34 Liban : soutenir des solutions gagnant-gagnant pour les réfugiés et la population libanaise **Caroline Bouvard (SI)**

35 COMBATS INSTITUTIONNELS

- 36 Manifeste pour l'eau potable **SOLIDARITÉS INTERNATIONAL**
- 38 Pour l'eau, il faut "aller plus loin, aller plus vite !" **Jean Launay (PFE)**
- 40 "L'ODD6 doit aussi prendre en compte l'eau dans les situations d'urgence"
Romain Crochet et Laura Le Floch (SIF)
- 41 Stratégie Eau, hygiène et assainissement de la France
Sandra Metayer (Coalition Eau)
- 42 Loi Oudin-Santini - L'Appel de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL aux collectivités



URGENCE POUR L'EAU POTABLE, IL Y A URGENCE

Catastrophes naturelles de plus en plus intenses, conflits de plus en plus longs, réfugiés de plus en plus nombreux. La situation humanitaire en 2019 est alarmante. De plus en plus de personnes ont besoin d'aide, d'un abri, de quoi manger... Elles ont aussi besoin d'eau potable. Cette eau saine qui ne les tuera pas, qui ne les rendra pas malades. Il y a urgence pour que d'ici 2030, l'accès à l'eau potable soit universel.

ET SI L'OBJECTIF EAU DES ODD C'ÉTAIT DU PIPEAU !

Aujourd'hui, 2,1 milliards d'êtres humains n'ont pas accès en toute sécurité à une eau potable et 4,5 milliards à l'assainissement. Conséquence dramatique, l'eau insalubre tue chaque année 2,6 millions de personnes, dont une majorité d'enfants, du fait des maladies hydriques comme la diarrhée ou le choléra. Or, les États et l'ONU se sont engagés à un accès universel sécurisé avec les Objectifs du Développement Durable (ODD) 2015-2030.



PAR ALAIN BOINET
Fondateur
de SOLIDARITÉS
INTERNATIONAL

Pour les acteurs de l'eau, pour les humanitaires, c'est une grande urgence de sauver des vies. Pour y parvenir, il nous faut renforcer : la synergie eau-hygiène-assainissement, le lien entre les phases d'urgence, de reconstruction et de relance du développement, les initiatives pluri-acteurs.

Mais tout cela ne suffira pas face aux immenses défis que sont l'augmentation rapide de la population mondiale, surtout en Afrique, et l'accroissement exponentiel de la consommation d'eau, de la pollution et des effets nocifs du dérèglement climatique sur la ressource en eau.

Les conséquences de ces défis s'amplifient chaque jour un peu plus pour des millions d'hommes, de femmes et d'enfants. C'est l'accroissement des tensions entre les différents usagers de l'eau. Tensions entre agriculteurs et éleveurs, entre ruraux et urbains, entre industrie et agriculture comme cela est déjà le cas dans la Corne de l'Afrique, en Inde, en Iran.

C'est aussi la montée des tensions entre les pays riverains des grands fleuves au Moyen-Orient entre la Turquie, l'Irak et la Syrie, entre l'Égypte, ce don du Nil, et l'Éthiopie, entre l'Inde et le Bangladesh, la Chine et toute cette région d'où les grands fleuves prennent leur source au Tibet dans l'Himalaya et ses glaciers menacés par le dérèglement climatique !

Alors, il faut soulever une question simple, dérangeante et grave. N'y a-t-il pas une contradiction entre l'ODD 6 Eau-assainissement et ses immenses défis ? Ont-ils d'ailleurs été

pris en compte dans l'établissement des objectifs des ODD ? Nous pouvons en douter puisqu'il n'existe aucun plan de financement général. On peut en douter en l'absence même d'une coordination intergouvernementale mondiale, mais une myriade d'Agences de l'ONU.

La sentence est tombée quand l'ONU, par la voix de UN Water, a publié son premier rapport depuis le lancement des ODD en 2015, en déclarant officiellement en juillet 2018 que *"Le monde n'est pas sur une bonne voie pour atteindre les ODD d'ici 2030 dont celui de l'eau et de l'assainissement : les financements sont insuffisants..."*

tout comme la gouvernance et les capacités dans les pays les moins avancés". Nous l'avions pressenti et écrit dans *Le Baromètre 2017*, c'est maintenant officiel.

Au point de se demander si *"l'ODD eau ça n'est pas du pipeau" !*

On pourra à juste titre rappeler que les OMD (Objectifs Mondiaux pour le Développement) ont permis de très grands progrès entre 2000 et 2015, et c'est vrai. On peut aussi compter et rêver sur les effets bénéfiques de l'innovation. Mais, l'échéance des ODD c'est dans 12 ans et n'oublions pas que ceux-ci ne sont pas contraignants pour les 195 États signataires !

Le rapport d'UN-Water est bien là et on ne peut pas faire comme si le verdict n'était pas tombé ! Il faut sonner l'alarme, que les acteurs de l'eau, les humanitaires se mobilisent et interpellent les politiques pour leur lancer *"Et si on réalisait les ODD et l'Objectif eau-assainissement"*.

**LE RAPPORT
D'UN-WATER
EST BIEN LÀ
ET ON NE PEUT
PAS FAIRE
COMME SI LE
VERDICT N'ÉTAIT
PAS TOMBÉ !**

2,6 MILLIONS DE PERSONNES MEURENT CHAQUE ANNÉE EN RAISON DES MALADIES LIÉES À L'EAU ET À UN ENVIRONNEMENT INSALUBRE

ACCÈS À L'EAU

- » **2,1 MILLIARDS DE PERSONNES, SOIT 30 % DE LA POPULATION MONDIALE**, n'ont pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable.
- » 844 MILLIONS ne bénéficient même pas d'un service de base d'approvisionnement en eau.
- » 263 MILLIONS vivent à plus de 30 minutes du premier point d'eau.
- » 159 MILLIONS continuent à boire de l'eau de surface non traitée puisée dans des cours d'eau ou dans des lacs.

ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT

- » **4,5 MILLIARDS DE PERSONNE**, soit 60 % de la population, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité.
- » 2,3 MILLIARDS ne disposent toujours pas de toilettes décentes.
- » 892 MILLIONS DE PERSONNES défèquent à l'air libre, une pratique en augmentation en Afrique subsaharienne et en Océanie du fait de la croissance démographique.

SANTÉ

- » **361 000 ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS** meurent chaque année de diarrhée, **SOIT PLUS DE 1 000 ENFANTS PAR JOUR**.
- » 842 000 PERSONNES meurent chaque année de simples diarrhées.
- » 50 % DES CAS DE SOUS-NUTRITION INFANTILE dérivent de diarrhées à répétition et d'infections intestinales liées à une eau non-potable, un assainissement inadéquat ou une hygiène insuffisante.

PRESSION SUR LA RESSOURCE

- » **40 % DE LA POPULATION MONDIALE** sera confrontée aux pénuries d'eau d'ici 2050.
- » 500 MILLIONS DE PERSONNES connaissent des pénuries sévères d'eau toute l'année.
- » 20 % des aquifères de la planète sont surexploités.

EAU & GENRE

- » **1 FEMME SUR 3 DANS LE MONDE** s'expose aux maladies, à la honte, à des risques de harcèlement ou d'attaques parce qu'elle n'a pas d'endroit sûr pour aller aux toilettes.
- » 526 MILLIONS DE FEMMES n'ont pas d'autre choix que de déféquer à l'air libre.
- » EN AFRIQUE, 90 % DES TÂCHES de collecte d'eau et du bois sont réalisées par les femmes.
- » Les femmes et les filles passent jusqu'à 6 HEURES PAR JOUR à collecter de l'eau en Afrique.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

- » **90 % DE L'ENSEMBLE DES RISQUES NATURELS SONT LIÉS À L'EAU.** Leur fréquence et leur intensité s'accroissent.
- » LES DOMMAGES CAUSÉS PAR LES INONDATIONS EN ZONE URBAINE pourraient atteindre jusqu'à 1 800 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN D'ICI À 2080.
- » Depuis 1992, les inondations, les sécheresses et les tempêtes ont affecté 4,2 MILLIARDS DE PERSONNES (95 % des personnes touchées par des catastrophes naturelles) et causé 1 300 MILLIARDS DE DOLLARS de dommages.



EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

LA PÉNURIE DE RÉPONSES D'URGENCE DANS LES ZONES DE CONFLIT ET LES RÉGIONS DIFFICILES D'ACCÈS.

Tout le monde s'accorde à dire que le secteur humanitaire ne parvient pas à monter des dispositifs de réponse opportuns et adaptés, particulièrement en phase aiguë des situations d'urgence liées à des conflits. Dans le cadre de son *Emergency Gap Project*¹, Médecins Sans Frontières (MSF) a cherché à analyser les facteurs qui favorisent ou desservent la mise en place de réponses d'urgence efficaces. L'une des études de cas présentées dans ce rapport portait spécifiquement sur le domaine de l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement (EHA).

PAR MONICA DE CASTELLARNAU (MSF) ET ANDREW CUNNINGHAM

Cette étude de cas souligne l'insuffisance des réponses d'urgence en matière d'EHA : "À la pénurie des capacités d'EHA d'urgence répond un excès de complaisance. Le présent rapport fournit une vue d'ensemble des tendances historiques et des défis actuels rencontrés dans les programmes EHA de réponse d'urgence. Les améliorations qu'il propose peuvent se résumer en trois grands points. Premier point : autant que possible, les organisations doivent éviter de travailler en silos sous peine d'accroître le problème à résoudre. Des tensions subsistent entre les stratégies et les perspectives d'urgence, et celles axées sur le développement. S'il faut soutenir et encourager davantage d'acteurs à travailler lors de la phase d'urgence, ces derniers doivent aussi être plus disposés à mettre en œuvre des programmes ancrés dans la durée. Deuxième point, qui découle du premier : cette transition, de la phase d'urgence à des programmes à plus long terme, constitue le maillon faible entre les silos et c'est à chacun, des deux côtés de l'équation, de jeter des ponts. Il s'agit en partie d'approches divergentes, mais aussi d'un problème

structurel lié à la façon dont le système humanitaire a évolué. Et troisième point : les compétences techniques ont besoin d'un coup de turbo, qu'il s'agisse des ressources humaines, de la recherche ou des fonctions support, au sein des organisations et entre pairs."

En rétrospective, le problème ne vient pas du fait "qu'il y a moins d'acteurs EHA qu'avant, mais qu'ils sont moins capables d'intervenir en cas d'urgence. Si de nombreuses organisations du secteur humanitaire ont en fait les capacités suffisantes pour mettre en œuvre des activités EHA, la question est de savoir si ces capacités peuvent être utilisées dans le cadre d'urgences humanitaires complexes, particulièrement dans des contextes d'insécurité."

À cette question, toutes les personnes interrogées se sont accordées à répondre qu'il existe moins d'organisations qu'auparavant désireuses ou capables d'apporter une réponse adaptée dans les trois premiers mois d'une urgence."

Près de deux ans après la publication du rapport, le cluster EHA a décidé de réfléchir de manière plus poussée

aux thèmes soulevés par MSF et commander une analyse approfondie des capacités actuelles du secteur EHA à répondre aux besoins critiques dans les régions difficiles d'accès ou dans les zones de conflit, particulièrement en termes de rapidité, de qualité, de pertinence, de complémentarité et de couverture. Cette analyse devrait également donner lieu à des préconisations dont MSF espère qu'elles démontreront et se traduiront par une volonté renouvelée de rester sur le terrain afin de répondre aux besoins essentiels et d'apporter des solutions à grande échelle – y compris dans les environnements les plus difficiles – portées par les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

¹ Retrouvez en ligne de projet Emergency Gap sur <https://arhp.msf.es/emergency-gap-final-report-bridging-emergency-gap>



L'étude de cas sur la pénurie des réponses d'urgence en matière d'EHA est consultable sur arhp.msf.es/sites/default/files/The-Evolution-of-Emergency-WASH-case-study-vf.pdf

AMÉLIORER LA SANTÉ DES PLUS VULNÉRABLES : UNE RÉFLEXION CONCERTÉE

Depuis la création par l'ONU de "l'approche cluster" en 2006, la coordination, les compétences des ONG, le financement des donateurs et les services d'assistance humanitaire se sont de plus en plus compartimentés. Bien qu'elle ait contribué à la professionnalisation de certains domaines, cette approche a aussi augmenté la complexité de la coordination, du financement, de la planification et de la mise en œuvre des initiatives de lutte contre les maladies, rendant par-là même ces réponses moins efficaces.



PAR RICHARD ALLAN
Fondateur et PDG
The MENTOR Initiative

The MENTOR Initiative est une ONG spécialisée dans la lutte contre les maladies tropicales en contexte de crise humanitaire. Nous intervenons dans les zones isolées et difficiles d'accès, lors de catastrophes naturelles et de conflits. Notre objectif premier est l'identification, la prévention et le traitement des maladies les plus létales (malaria, dengue, leishmaniose ou maladie à virus Ébola), et des infections communément regroupées sous le terme de "maladies diarrhéiques", sauf s'il y a identification du choléra. La prévention passe par le contrôle des vecteurs de ces maladies, les moustiques (reproduction en eaux stagnantes) et les mouches (pontes dans les matières fécales et ordures ménagères), en les empêchant d'entrer en contact avec l'homme. Si dormir sous une moustiquaire aide à réduire le risque de maladies transmises par les insectes nocturnes vecteurs de la malaria et de la leishmaniose, la plupart des autres maladies vectorielles ne peut être endiguée que par le contrôle local des eaux dans lesquelles ces espèces se reproduisent. L'eau de pluie qui s'accumule dans les déchets (conserves, vieux pneus) peut en quelques jours se transformer en un véritable site de reproduction pour moustique. Les ordures ménagères et les constructions en ruine, caractéristiques des conflits qui font rage au Moyen-Orient notamment, constituent des nids parfaits et toujours plus nombreux pour la reproduction du phlébotome, responsable de la

leishmaniose, une affection défigurante et parfois mortelle. Les matières fécales humaines et animales peuvent quant à elles transmettre jusqu'à 26 maladies différentes causant pour la plupart de graves diarrhées, telles que le choléra.

La création, l'utilisation et l'entretien de systèmes de gestion de l'eau et des déchets – ou leur absence – ont un impact direct sur la transmission des maladies vectorielles. La fourniture d'eau potable et la distribution de conteneurs d'eau peuvent sans le vouloir donner naissance à des sites de reproduction des moustiques. Les programmes d'installation de sanitaires mal gérés, avec leurs latrines sales et leurs sites de défécation à ciel ouvert, font grimper les populations de mouches et par extension, les maladies diarrhéiques, et en viennent malgré eux à affecter les communautés qu'ils étaient censés aider. Si les programmes de santé parviennent à diagnostiquer et à traiter avec succès certains malades, cela s'avère insuffisant. Pour grand nombre de ces maladies, le traitement est compromis par la malnutrition des patients, dont la détérioration du système gastrique et des fonctions métaboliques réduisent de façon dramatique l'absorption des médicaments par voie orale. S'imposent alors des traitements alternatifs, plus complexes et plus coûteux, pour sauver ces patients dont beaucoup souffrent et décèdent malgré les moyens d'urgence déployés.

Les solutions à ces problèmes n'ont rien de complexe, mais nécessitent une action concertée et transversale tant en termes de réflexion que de planification, de financement et d'intervention et ce, sur l'ensemble des secteurs EHA/SANTÉ/ABRIS/ALIMENTATION/ÉDUCATION.

Des activités éprouvées de contrôle des vecteurs de maladies, planifiées et mises en œuvre de concert avec la conception et la fourniture d'équipements et d'abris, et intégrées à la conception, à la gestion et au traitement des sources d'eau, mais aussi des déchets ménagers et humains, peuvent faire baisser de manière spectaculaire les populations d'insectes vecteurs de maladies. L'intégration de l'hygiène, de la nutrition et de la promotion de la santé peut contribuer à réduire le nombre de personnes infectées et par là même, le poids sur les services de santé. Il ne restera plus en parallèle qu'à renforcer les liens avec et entre les services de santé et de nutrition, pour améliorer notre capacité collective à réduire la transmission de ces maladies, à gérer efficacement les quelques cas que nous n'aurons pas su prévenir et à faire baisser la mortalité. C'est en exploitant ensemble les compétences variées des différentes ONG dès les premiers stades de l'urgence que nous améliorerons les résultats sur la santé, tout en donnant naissance à des synergies et à un sentiment plus marqué de redevabilité. Autant de qualités essentielles pour donner à l'aide humanitaire une nouvelle efficacité.



Vidange de latrines dans un camp de la région de Teknaf au Bangladesh qui accueille des centaines de milliers de Rohingyas.

QUAND L'ASSAINISSEMENT SAUVE DES VIES

Au Bangladesh, les centaines de milliers de Rohingyas réfugiés dans des camps provoquent une pression sur les infrastructures sanitaires. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL travaille à rendre les conditions de vie plus saines notamment par la vidange des latrines visant à réduire le risque de propagation des maladies liés à l'eau.

PAR RAFAEL MAZARRASA

Référent technique
Assainissement

Dans ce camp, il y a 25 000 personnes. D'après les estimations des Nations Unies, 40 % des latrines dans le camp sont saturées. Elles sont pleines de boues et cela pose un problème sanitaire de premier ordre. Ici dans le camp, il y a plusieurs maladies, notamment des maladies liées à l'eau dues au fait d'habiter à côté d'une eau contaminée avec des bactéries. Ce sont des maladies comme le choléra. Ou d'autres maladies diarrhéiques qui sont transmises à travers de l'eau contaminée. Comment l'eau se contamine-t-elle ? Si nous sommes dans un environnement insalubre comme ici avec des latrines qui sont pleines et débordent, cela pousse les gens à déféquer dans la rue. Cela va créer un environnement qui va favoriser les maladies liées à l'eau en particulier les maladies diarrhéiques comme le choléra.

ICI DANS LE CAMP, IL Y A PLUSIEURS MALADIES, NOTAMMENT DES MALADIES LIÉES À L'EAU.

Pour tenter de réduire ces risques, nous travaillons de manière assez multiple. On travaille sur la construction de latrines notamment. Mais pas seulement. Face à la situation sanitaire, pour nous, l'important est aussi de sensibiliser les autres ONGs et nos partenaires sur les activités de vidange. Le nombre de latrines est très important. Le problème c'est que personne ne les vidange. Elles se remplissent donc très rapidement et cela pose un problème sanitaire.

Nous avons donc décidé de mettre en place une réponse pour la vidange de latrines dans ces camps surpeuplés. La première phase consiste à vider la latrine. Pour le moment et par souci d'économie, la vidange se fait à l'aide d'une pompe manuelle. Nous verrons ensuite comment utiliser des pompes motorisées. Ensuite, ce que l'on va faire c'est transporter le tout vers le site de traitement des boues provenant des latrines qu'on a construites à l'extérieur du camp.



OCTOPUS

LA PREMIÈRE PLATEFORME COLLABORATIVE EN LIGNE SUR L'ÉLIMINATION ET LE TRAITEMENT DES BOUES FÉCALES EN URGENCE

PAR MARINE BUSSAC

Coordinatrice
du projet Octopus

L'élimination et le traitement des boues fécales sont un problème majeur dans les contextes d'urgence. Les ressources existantes ne permettant pas toujours les prises de décision appropriées, la prise en compte du traitement des boues est trop souvent négligée dans les réponses humanitaires d'urgence.

PARTAGER, DÉVELOPPER, DÉCIDER

Pour faire face à ce manque d'information, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL lance sa plateforme collaborative baptisée OCTOPUS. À destination des praticiens de l'assainissement, OCTOPUS vise à leur offrir un espace de partage de connaissances, leur propose de les guider dans le développement de leurs projets et leurs prises de décision.

COMPARER, AMÉLIORER, APPRENDRE

La plateforme Collaborative OCTOPUS a pour objectif principal d'améliorer les pratiques. L'OCTOPUS garantit le lien entre théorie et pratique et aide les acteurs de l'assainissement à adapter leurs interventions aux différents contextes spécifique des crises dans lesquels ils évoluent. Chaque praticien a ainsi l'opportunité de documenter ses expériences, découvrir celles mises en œuvre par d'autres partenaires et peut comparer les solutions et technologies utilisées. OCTOPUS c'est également un lien vers des ressources et des initiatives sur le thème de l'assainissement [SuSanA, eCompendium...].



Pour tout savoir sur
OCTOPUS, rendez-vous
dès à présent sur
octopus.solidarites.org

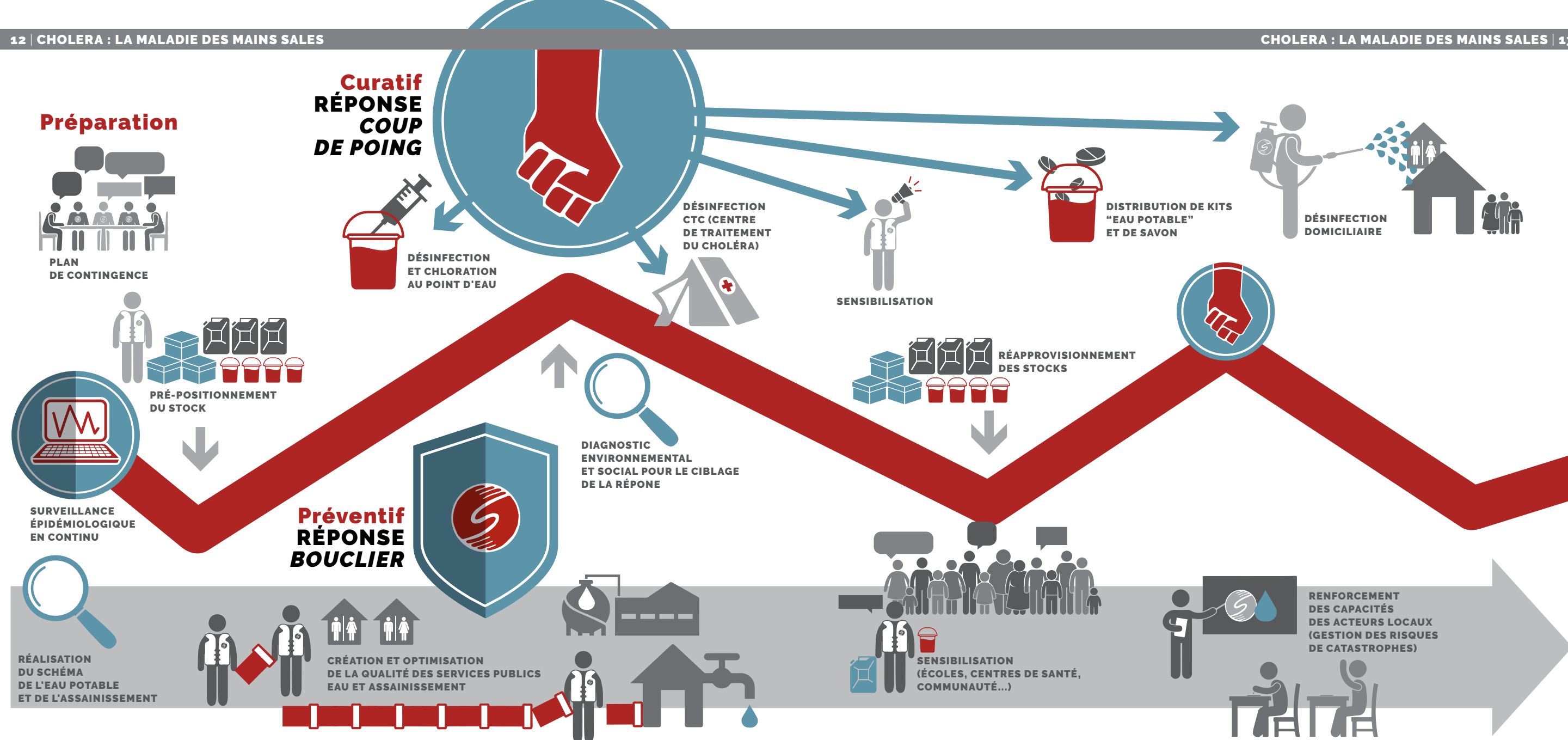
"L'OCTOPUS EST LE PREMIER ET UNIQUE OUTIL COLLABORATIF DANS LE DOMAINE DE L'ÉLIMINATION ET DU TRAITEMENT DES BOUES FÉCALES EN URGENCE PERMETTANT DE COMPARER DES TECHNOLOGIES ET DES SOLUTIONS ADAPTÉS À DIFFÉRENTS CONTEXTES DE CRISE SUR LA BASE D'INDICATEURS OBJECTIFS. CETTE SPÉCIFICITÉ EN FAIT UNE INNOVATION UNIQUE EN SON GENRE".



CHOLÉRA

LA MALADIE DES MAINS SALES

Maladie extrêmement contagieuse, le choléra est pourtant une maladie qui pourrait être évitée très facilement par des gestes simples et une éducation à l'hygiène. Un travail rendu complexe sur les théâtres humanitaires où l'insalubrité est la norme. Pourtant, en liant prévention et action coup de poing, mettre fin au choléra n'est pas une chimère.



LUTTE CONTRE LE CHOLÉRA : BOUCLIER PRÉVENTIF ET ACTIONS COUP DE POING

Le choléra est une infection diarrhéique aiguë provoquée par l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminés par le bacille *Vibrio cholerae*. Le choléra reste à l'échelle mondiale une menace pour la santé publique et un indicateur de l'absence d'équité et de l'insuffisance du développement social. Selon les estimations, il y a chaque année 3 à 4 millions de cas de choléra, et 21 000 à 143 000 décès dus à la maladie dans le monde.

SYMPTÔMES

Le choléra est une maladie extrêmement virulente qui peut provoquer une diarrhée aqueuse aiguë sévère. Les symptômes apparaissent entre 12 heures et 5 jours après l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminée. Touchant les enfants comme les adultes, la maladie peut tuer en l'espace de quelques heures si aucun traitement n'est administré.

La plupart des sujets infectés par *V. cholerae* ne manifeste aucun symptôme, bien que le bacille soit

présent dans leurs selles pendant 1 à 10 jours après l'infection et soit éliminé dans l'environnement, où il peut potentiellement infecter d'autres personnes.

Pour les personnes qui manifestent des symptômes, ceux-ci restent bénins à modérés dans la majorité des cas, tandis que chez une minorité, une diarrhée aqueuse aiguë, s'accompagnant de déshydratation sévère, se développe. En l'absence de traitement, elle peut entraîner la mort.

TRAITEMENT

Le choléra est une maladie facile à traiter. On peut guérir la majorité des sujets atteints en leur administrant rapidement les sels de réhydratation orale (SRO). Le sachet standard de SRO OMS/UNICEF est à dissoudre dans 1 litre (l) d'eau potable. Jusqu'à 6 litres de SRO peuvent être nécessaires pour traiter une déshydratation modérée chez un patient adulte le premier jour.



POUR VAINCRE LE CHOLÉRA, IL FAUT SURTOUT UN RÉSEAU D'EAU POTABLE DÉCENT

Pour lutter contre le choléra, la communauté internationale privilégie généralement des interventions d'urgence qui ont une efficacité limitée et à court terme. Il s'agit souvent de réponses à des flambées épidémiques, comme celles qui se sont déclarées récemment au Yémen et au Zimbabwe. Les preuves de l'efficacité d'investissements plus pérennes, généralement plus difficiles à obtenir, manquent cruellement.

Cet article a été co-écrit avec Aurélie Jeandron, Martin Leménager, Damien Machuel, Baron Bashige Rumedeka, Jaime Mufitini Saidi et Oliver Cumming.

Une recherche en cours dans la ville d'Uvira, au Sud Kivu, RDC, apporte des arguments pour considérer la réhabilitation des moyens de production et de distribution d'eau potable comme un enjeu prioritaire de santé publique.

UN ENJEU ESSENTIEL POUR GUIDER L'ACTION PUBLIQUE CONTRE LE CHOLÉRA

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les maladies diarrhéiques liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène causent plus de 1 000 décès

par jour en Afrique. Le choléra, en particulier, est chaque année responsable de la mort de 100 000 à 120 000 personnes.

Or un débat persiste sur la manière la plus efficiente d'intervenir pour la prévention de ces maladies. Bon nombre des acteurs engagés pour cette

cause préfèrent se concentrer sur des réactions rapides affichant des coûts unitaires faibles (kits de chloration/filtration à domicile, distribution de petites quantités destinées uniquement à la boisson, sensibilisation à l'hygiène, etc.). La vaccination contre le choléra est par ailleurs aujourd'hui souvent présentée comme la priorité. On dispose de nombreux résultats récents et largement médiatisés sur les impacts de ces interventions, lesquels sont généralement positifs mais de faible ampleur, et de courte durée.

En revanche, aucune recherche rigoureuse n'a encore apporté d'éléments tangibles sur l'efficacité des infrastructures d'eau potable pour prévenir ce fléau. Deux raisons expliquent ce manque de données. D'une part, les foyers de choléra sont majoritairement situés dans des pays très pauvres, en proie à de sévères crises sécuritaires, où construire des réseaux et les gérer durablement est un défi considérable. D'autre part, la recherche scientifique ne valorise aujourd'hui, quasi exclusivement, que des essais cliniques fondés sur le tirage au sort entre des groupes traitement et contrôles (expériences randomisées).

S'il est aisé d'attribuer aléatoirement des pastilles ou des sessions de sensibilisation, il serait très compliqué de trouver une façon de le faire pour des tuyaux, les problèmes qui se posent étant à la fois techniques et éthiques. À l'heure où prévaut le paradigme d'evidence-based policy – qui préconise que les actions publiques se fondent sur des preuves scientifiques – cette difficulté peut détourner les acteurs locaux et internationaux de solutions plus profondes et durables, mais qui sont trop difficiles à évaluer scientifiquement.

Et les façons de faire commencent à évoluer. Les acteurs de l'humanitaire reconnaissent de plus en plus que les actions d'urgence doivent s'articuler dans un continuum urgence-reconstruction-développement. En témoignent le *Manifeste pour enfin éradiquer le choléra en RDC* lancé par l'ONG SOLIDARITÉS INTERNATIONAL en avril 2018 et des posts sur des

blogs comme Défis humanitaires. Fin 2017, la stratégie pour mettre fin au choléra en 2030 promue par l'OMS tâche d'encourager les approches multisectorielles.

À UVIRA, DES RÉSULTATS INÉDITS QUI ÉBRANLENT LES IDÉES REÇUES SUR LE CHOLÉRA

Située sur la rive du lac Tanganyika, Uvira constitue l'un des foyers endémiques du choléra, d'où partent les épidémies qui touchent ensuite toute la sous-région. Un projet de réhabilitation du réseau d'eau potable d'Uvira soutenu par l'Agence française de développement, la Fondation Veolia, l'Union européenne et OXFAM Grande-Bretagne offre une opportunité unique pour mener une évaluation d'impact

scientifiquement rigoureuse, et fournir des preuves de l'efficacité de ce type d'interventions.

Cette ville de 250 000 habitants est coincée entre le lac et la montagne et elle s'étire en arc de cercle. Les populations qui souffrent de maladies diarrhéiques sévères

consultent systématiquement auprès de l'établissement dédié au traitement du choléra établi à proximité de l'hôpital général.

Avec l'appui de la compagnie d'eau – la Regideso – et du ministère congolais de la Santé, la London School of Hygiene and Tropical Medicine s'est astucieusement appuyée sur le calendrier des travaux d'amélioration du réseau d'eau pour concevoir un protocole rigoureux et pragmatique. Cette évaluation combine un essai reposant sur le phasage dans un ordre aléatoire des travaux sur les canalisations, pour identifier l'effet propre à la qualité du réseau de distribution, avec un suivi de cohortes, pour comprendre comment les comportements évoluent quand s'accroissent la proximité et la continuité des sources d'eau potable. Elle inclut en outre une analyse chronologique et géographique des cas pour mesurer l'impact de l'amélioration générale des capacités de production, et une étude biomoléculaire pour identifier les pathogènes rencontrés et

analyser les vecteurs d'infection.

Les premiers résultats sont déjà publiés dans des revues scientifiques de santé publique parmi les plus réputées : PLoS Medicine et PLoS One. Ils démontrent que 23 % des cas de choléra de la ville étaient directement dus aux pannes récurrentes de l'usine de production d'eau potable. Ils mettent aussi en évidence que les pratiques d'hygiène des populations sont très disparates d'un ménage à l'autre, et sont directement déterminées par le type de branchement et la continuité du service dont disposent les populations.

Enfin, des tests de confirmation chez les patients admis au centre de traitement du choléra en Uvira montrent que seuls 40 % des cas présumés relèvent réellement d'une infection par le choléra. Ce taux étonnamment faible montre l'importance et la sévérité d'autres maladies diarrhéiques aiguës et souligne l'importance d'approches globales, par rapport à la vaccination notamment, qui ne cible que le choléra.

LA RECHERCHE SE POURSUIT, DANS DES CONDITIONS DIFFICILES

De prochains résultats permettront d'évaluer les bénéfices de santé qui découlent d'un changement du type d'accès : lorsqu'on résorbe les coupures au niveau des bornes-fontaines, lorsqu'un robinet collectif est établi à proximité ou lorsque le ménage bénéficie d'un branchement individuel.

La biologie moléculaire permettra de mieux comprendre les voies de transmission du choléra, ainsi que les autres causes de maladies diarrhéiques aiguës dont est victime la population.

Malheureusement, la situation politique et sécuritaire en RDC et au Sud-Kivu reste volatile, et des flambées de violences sporadiques continuent de perturber ces travaux.

Dans ce contexte très difficile, il est important de rappeler que ces avancées sont rendues possibles grâce à la détermination de femmes et d'hommes qui, sur un terrain très difficile et dans des conditions matérielles précaires, collectent des échantillons, mènent des enquêtes ou réparent des canalisations vétustes. Leur engagement doit être salué.

KALEMIE : RÉHABILITER UN RÉSEAU À L'ABANDON DEPUIS 50 ANS

En RDC, des affrontements violents ont poussé plus de 600 000 personnes à fuir de chez elles. Ces personnes déplacées sont pour la plupart dans la région du Tanganyika, dans la ville de Kalemie, qui réunit la moitié du nombre de cas de choléra du pays et dans laquelle nous intervenons.

LES CONDITIONS D'ACCÈS À L'EAU, PREMIER FACTEUR DU CHOLÉRA

La population de la ville de Kalemie est passée de 50 000 à 300 000 personnes en 10 ans, augmentant encore plus les problématiques d'accès à l'eau potable, premier facteur des épidémies du choléra. En effet, une étude de la *London School of Hygiene and Tropical Medicine*, démontre un lien direct entre accès à l'eau potable et épidémies de choléra.

Pour lutter contre le choléra à Kalemie, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL travaille avec la Regideso, l'organisme local en charge de la gestion et de la distribution des eaux. Gilbert Magala, son responsable, précise quelles sont les problématiques auquel il doit faire face. Selon lui, *"le souci de la Régideso, c'est de donner de l'eau potable à la population pour éviter les maladies hydriques"* mais pas uniquement. L'éveil de conscience des populations est primordial dans cette lutte contre les épidémies de choléra. Le travail de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et l'existence des points de chloration d'urgence est impératif. *"Il faut faire attention à l'hygiène car le choléra attrape les gens et les emmène à la mort"*, conclue Malunga Kaite, sensibilisatrice de l'association Amuka.

Pour ces raisons, il est d'abord essentiel de rétablir un réseau d'eau inaltérable.

UN RÉSEAU D'EAU À RÉHABILITER...

À Kalemie, *"depuis 50 ans, il y a une absence totale de maintenance sur le réseau et le système de gestion de l'eau de la ville de Kalemie"*, explique Brice Pageaud, responsable du projet SOLIDARITÉS INTERNATIONAL. C'est pourquoi, depuis 2011, en lien avec ses partenaires, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL réhabilite le réseau d'eau de Kalemie, crucial pour ralentir et éradiquer les épidémies de choléra.

Grâce à la loi Oudin-Santini, qui s'adresse aux collectivités territoriales et aux agences de l'eau, ces partenariats ont pu être mis en place. Elle leur permet d'affecter 1 % des recettes propres de chacun de leurs budgets relatifs aux services d'eau et de l'assainissement. Parmi les partenaires de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, la ville de Blois qui a décidé de financer une partie des travaux de réhabilitation du réseau de Kalemie. *"On s'est dit aussi que ce que l'on faisait pour nous, on pouvait aussi le partager et le faire pour d'autres, donc c'est à ce titre qu'on est venu en aide suite à des interventions qu'on a pu avoir avec SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, pour intervenir à Kalemie."* précise Jérôme Boujot, adjoint au maire de la ville de Blois.

... ET UNE GESTION SOCIALE SONT NÉCESSAIRES POUR UNE LUTTE PÉRENNE

Pour assurer la gestion de l'eau du réseau à long terme et continuer la lutte contre les maladies hydriques de la façon la plus pérenne, les communautés sont aussi impliquées dans le projet.

Les bornes fontaines sont gérées par des fontainiers et par les membres de L'Association des Mamans pour la Protection et la Sécurité des Bornes Fontaines (AMPSBF), qui sensibilisent les familles à l'hygiène. De ce fait, ces femmes sont des actrices majeures de la gestion de l'eau à Kalemie. Pour les aider à garder ce rôle de manière durable, les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL leur donnent l'opportunité d'exercer une activité génératrice de revenu comme la vente de savons.

Le travail a bien avancé mais *"il reste quand même quelques étapes à franchir"*, signale Brice Pageaud. De façon certaine, les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL restent mobilisées pour que toutes et tous puissent avoir accès à une eau potable durablement.

ÉVALUATION AMÉLIORÉE DES ACTIVITÉS EHA DESTINÉES À PRÉVENIR LA TRANSMISSION DU CHOLÉRA EN RDC

PAR DANIELE LANTAGNE, KARIN GALLANDAT, GABRIELLE STRING, TRAVIS YATES
Université Tufts

En février 2018, la ville de Mbuji-Maye en République démocratique du Congo (RDC) a connu sa première épidémie de choléra en dix ans. Les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, déjà présentes dans la ville, ont bénéficié d'un financement leur permettant d'apporter une réponse immédiate avec des programmes de chloration de bidons d'eau et de désinfection des ménages, afin d'endiguer les voies de transmission du choléra.

Lors d'une revue systématique en 2017, l'Université Tufts a conclu que de nombreuses interventions en eau, hygiène et assainissement (EHA) en réponse au choléra, bien qu'aussi établies que la chloration de l'eau et la désinfection des ménages, manquaient d'une base démontrée. La chloration au bidon est une intervention de traitement de l'eau où un agent posté près d'une source d'eau injecte une dose de solution chlorée dans le récipient du bénéficiaire. Lors de la désinfection des ménages, une équipe de réponse pulvérise l'habitat d'un patient avec une solution chlorée afin de prévenir la transmission du choléra au sein de la famille.

Avec le soutien du Bureau américain pour l'assistance aux catastrophes (OFDA) et le bureau de recherche sur la santé en situation de crise humanitaire R2HC, Tufts et SOLIDARITÉS INTERNATIONAL ont collaboré pour effectuer des évaluations terrain à méthodes mixtes sur ces deux interventions EHA à Mbuji-Maye, dont :

- Des entretiens d'informateurs clés avec les équipes des programmes.

- Des observations de chloration au bidon et de désinfection des domiciles.
- Des tests de concentration de chlore.
- Des études à domicile auprès des bénéficiaires.
- Pour la chloration au bidon.
 - Des discussions de groupe avec les bénéficiaires.
 - Des tests de la charge résiduelle de chlore libre (FCR) et de bactéries indicatrices (E. coli et coliformes totaux) dans l'eau à la source et au niveau du ménage.
- Pour la désinfection des domiciles : des tests de présence de V. cholerae et de bactéries indicatrices sur les surfaces de l'habitation avant, 30 minutes et 24 heures après la pulvérisation.

Dans le cadre de l'évaluation de l'activité de désinfection des ménages, on a relevé des échantillons de surfaces auprès de 5 ménages. Avant désinfection, les plus fortes concentrations de V. cholerae se trouvaient sur les sols de la cuisine et des latrines, ainsi que près du lit du patient. L'efficacité du programme était limitée, notamment en raison d'une couverture incomplète des surfaces du ménage avec le chlore. Une des forces du projet a été de se servir des désinfections à domicile comme des opportunités de mettre en œuvre des activités de promotion de l'hygiène dans les quartiers touchés par le choléra.

UNE DES FORCES DU PROJET A ÉTÉ DE SE SERVIR DES DÉSINFECTIONS À DOMICILE COMME DES OPPORTUNITÉS DE METTRE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DE PROMOTION DE L'HYGIÈNE DANS LES QUARTIERS TOUCHÉS PAR LE CHOLÉRA.

Les évaluations des programmes de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL en

Dans le cadre de l'évaluation de l'activité de chloration au bidon, 10 points de chloration ont été étudiés, 3 discussions en groupe ont été organisées et 197 habitations ont été sondées. Dans l'ensemble, plus de 90 % des ménages qui ont bénéficié de chloration au bidon avaient, au niveau du ménage, de l'eau jugée à risque faible ou inexistant ; soit un succès du programme. Toutefois, 10 % des ménages n'avaient pas de FCR détectable. Il a donc été recommandé de mettre en œuvre des mesures permettant d'harmoniser la concentration de chlore et de poursuivre le programme.

RDC font partie de projets plus larges d'évaluation d'activités de chloration au bidon et de désinfection des domiciles dans de nombreux contextes concernés par le choléra. Les résultats des évaluations des programmes de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL seront analysés en parallèle d'autres résultats puis diffusés au travers de publications spécialisées, des fiches techniques, des webinaires et des présentations. L'équipe de Tufts souhaiterait remercier SOLIDARITÉS INTERNATIONAL de s'être portée volontaire pour collaborer à l'évaluation et attend avec impatience de poursuivre ce travail en commun.



L'ÉLIMINATION DU CHOLÉRA EN HAÏTI UTOPIE OU RÉALITÉ ?

La mise en œuvre du Plan National d'Élimination du choléra en Haïti (PNEC) doit pouvoir compter sur ses partenaires techniques et financiers, sous le patronage du Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) et de la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA). Seuls des financements additionnels dès le début d'année 2019 permettraient de confirmer des bons résultats obtenus pendant 7 ans de lutte contre le choléra.

PAR JEAN-SÉBASTIEN MOLITOR

Directeur pays (SI)

Apparu en Haïti en octobre 2010 après le terrible séisme ayant dévasté le pays, le choléra a fait près de 10 000 victimes et plus de 800 000 cas suspects entre 2010 et 2018 selon le MSPP. En 2015, Haïti recensait 21 % des cas de choléra au niveau mondial. Le bon contrôle de l'épidémie tout au long de l'année 2017 s'est poursuivi en 2018 avec 3 437 cas suspects de choléra pour 39 décès enregistrés sur les 10 premiers mois. Néanmoins cette tendance est à relativiser, Haïti ayant été peu impacté par la saison cyclonique 2018, période la plus favorable à la propagation de l'épidémie.

LE CHOLÉRA EN BAISSÉ GRÂCE À LA COORDINATION DES ACTEURS...

Le nombre total de cas suspects en 2017 était 67 % moins élevé par rapport à la même période en 2016. Entre janvier et octobre 2018, 3 437 cas suspects et 39 décès ont été enregistrés, soit une baisse de plus de 65 % par rapport à la même période en 2017, avec un taux d'incidence (nouveaux cas suspects / population totale) de 0,27 %, ce qui se rapproche considérablement de l'objectif fixé à 0,1 %. Des résultats encourageants obtenus notamment grâce à la dynamique de coordination actuelle qui permet une bonne prise en charge des cas tant au niveau médical que communautaire, mais les efforts de surveillance restent indispensables pour éviter une reprise de l'épidémie. La chute dans le nombre de décès ces dernières années (1,12 % en 2017 et 0,27 % en 2018) est également due à une réponse précoce coordonnée qui réduit l'apparition de flambées majeures et à la mise en œuvre du PNEC. Celui-ci consiste en une action coordonnée des partenaires et des autorités alliant prévention de la maladie, système d'alerte et réponse aux flambées, et renforcement de l'accès à l'eau potable de qualité et à l'assainissement dans les communes les plus à risque.

... ET DES ACTIONS MISES EN PLACE

L'approche "Alerte-réponse" ou réponse rapide, mise en œuvre par le MSPP et supportée par l'UNICEF et la Banque Mondiale depuis 2013, est à la fois innovante et efficace : les équipes mobiles d'intervention rapide du MSPP appuyées par 3 ONG peuvent déployer un cordon sanitaire en moins de 48 heures. Ainsi en 2018, 85,6 % des cas suspects ont fait l'objet d'une réponse en moins de 48h.

Il est également impératif d'implémenter des actions préventives qui visent à réduire l'apparition et la récurrence des cas : réhabilitation de points d'eau, renforcement de capacités et coordination avec les entités étatiques et communautaires, comme la combinaison de ces actions avec la vaccination dans les zones les plus à risque réduiront l'exposition à la maladie.

MAINTENIR LA VIGILANCE AU PLUS HAUT NIVEAU

Afin de contenir le risque d'une nouvelle épidémie de grande ampleur, la communauté internationale doit poursuivre son soutien aux opérations de réponse actuelles car malgré les efforts et les investissements, le choléra persiste, en raison notamment des aléas climatiques. Pour rappel après l'ouragan Matthew en 2016, le nombre de cas suspects de choléra avait augmenté de 40 %.

Les épisodes de sécheresse et de fortes pluies entraînent quant à eux la contamination des réserves d'eau et le manque d'eau potable, réduisant ainsi la capacité des ménages à assurer une hygiène adéquate en les exposant à la maladie.

La réponse future doit continuer d'intégrer des opérations "coup de poing" [réponse renforcée en amont des

périodes à risque comme la saison des pluies ou lors d'événements impliquant des rassemblements de population] appuyant la stratégie "Alerte/Réponse".

ÉLIMINER LE CHOLÉRA EN HAÏTI : UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR

La performance des actions coordonnées des différents acteurs est le résultat de plusieurs années de travail, d'ajustements et de plaidoyer. Plus de 50M\$ ont été investis par de multiples bailleurs de fonds. Les

résultats obtenus en 2017 et 2018 doivent être confirmés en 2019 grâce au maintien de la structure de réponse.

L'objectif du PNEC, d'éliminer la maladie en 2022, ne sera rempli que si les autorités nationales et les acteurs de la réponse continuent d'agir ensemble. Néanmoins ce plan nécessite la poursuite de ses financements, qui n'ont

été atteints qu'à hauteur de 14 % en 2017.

En 2019, l'élimination est à portée de main. Le nombre hebdomadaire de cas suspects à la fin du mois d'octobre, qui marque également l'approche de la saison sèche en Haïti, est historiquement bas (35 cas).

Le renforcement de l'ensemble des composantes du PNEC et en particulier de la stratégie d'alerte-réponse pourrait permettre de se rapprocher, voire d'atteindre, zéro cas au cours de l'année à venir. Le dernier kilomètre est toujours le plus complexe en matière d'élimination d'une maladie, mais la communauté internationale se doit d'être à la hauteur de l'enjeu afin d'offrir aux enfants d'Haïti un pays libéré du choléra.

Or, les financements d'UNICEF qui ont permis jusque-là de financer les ONGs de réponse ne couvriront le programme que jusqu'au premier trimestre 2019.



"NOTRE TRAVAIL EST PRIMORDIAL"

Depuis le passage de l'ouragan Matthew fin 2016, la crainte d'une résurgence du choléra à grande échelle a été particulièrement forte. Les équipes de chlorateurs de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL ont été particulièrement mobilisées à l'image de Philippe Pierre et Yves-Méry.

PAR PHILIPPE PIERRE ET YVES-MÉRY

Chlorateurs en Haïti

DE LA SENSIBILISATION À LA DISTRIBUTION

"Notre travail consiste à chlorer les maisons des patients qui ont été déclarés comme malades et dont on suspecte qu'ils sont atteints du choléra et nous assainissons aussi les maisons alentours afin que la maladie ne les atteigne pas", détaille Philippe Pierre, 29 ans, binôme d'Yves-Méry, 31 ans qui à eux deux forment une équipe de chlorateurs. "Mais nous ne sommes pas seulement cantonnés à cette activité, précise Yves-Méry. Nous installons des points de chloration au niveau des sources d'approvisionnement en eau, nous intervenons dans les communes, les églises, les écoles et les centres de santé pour sensibiliser la population aux risques liés au choléra et nous distribuons aussi des kits choléra".

"LES SINISTRÉS ATTENDENT DE L'AIDE, ILS ONT BESOIN DE SOUTIEN"

Après le passage du cyclone Matthew en octobre 2016, le travail a été particulièrement harassant. "Tous les jours, on voyait combien les gens attendaient de l'aide, combien ils avaient besoin de soutien. Notre travail est primordial", insiste humblement Yves-Méry. Une phrase qui n'est pas anodine dans la bouche de celle dont les parents ont tout perdu pendant l'ouragan. Philippe Pierre, originaire de Petit Goave, a quant à lui, perdu un de ses cousins, écrasé par un arbre arraché pendant la tempête. "Dans la ville, les dégâts ne sont rien comparés aux villages alentours où il ne reste rien".

ENTRE ÉTUDES ET CHLORATION

Si Yves-Méry, qui a suivi une formation d'infirmière, ne travaille pas pour SOLIDARITÉS INTERNATIONAL depuis très longtemps, Philippe Pierre, lui, avait déjà collaboré avec l'organisation quelques mois après le séisme de 2010. "À l'époque, j'avais travaillé plusieurs mois déjà comme sensibilisateur. Mais à Port-au-Prince quand les cas de choléra explosaient tous les jours. Quand j'ai su que SOLIDARITÉS INTERNATIONAL recrutait à nouveau, je me suis présenté. À la base, je suis étudiant, en 4^e année de génie civil, mais j'ai suivi plusieurs formations pour devenir chlorateur et ainsi gagner de quoi payer mes études." Depuis 2 ans, Yves-Méry et Philippe Pierre voient les fruits de leur travail. Le choléra baisse sensiblement en Haïti et l'un comme l'autre ont bon espoir d'un jour voir ce fléau disparaître totalement du pays.

ALERTE CHOLÉRA

En Haïti, l'espoir d'éliminer le choléra dans les années à venir est grand. Cette utopie ne sera une réalité qu'en poursuivant les efforts consentis depuis plusieurs années et les actions coup de poings face aux alertes. Chaque jour, nos équipes investissent le terrain pour lutter contre la propagation de la maladie.

PAR PAUL DUKE

Responsable du témoignage

8h

L'alerte a été donnée par un informateur. Des cas de choléra ont été découverts dans le quartier de Canaan à Port-au-Prince. Les équipes de réponse rapide choléra se tiennent prêtes. C'est l'effervescence, les équipes courent partout, les motos démarrent dans tous les sens.

14h

La sensibilisation continue. Le suivi des familles aussi. L'occasion de faire le point avec une famille touchée par la maladie il y a plusieurs mois. "C'est ma femme qui a d'abord été malade. C'est par elle que je suis moi-même tombé malade, explique le père de famille. Le problème, c'est que nous manquons de connaissances. J'ai pensé que c'était bénin et que ça passerait tout seul, donc j'ai trop tardé avant de me rendre au centre de santé. J'étais alors dans un état critique de déshydratation. J'ai mis beaucoup de temps avant de récupérer. Aujourd'hui, je connais la maladie et je suis beaucoup plus vigilant sur l'hygiène".

10h

Wangcos, le responsable de projet Choléra pour SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, se rend dans cette zone très pauvre, sorte de bidonville qui s'est créé après le tremblement de terre de 2010 et qui compte plus de 250 000 personnes. Sur place, il retrouve Paulissaint, le chef d'équipe Eau, hygiène et assainissement, qui encadre la pulvérisation de la zone. "Après chaque cas suspect, explique Wangcos, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL déploie un cordon sanitaire de prévention où l'on pulvérise du chlore sur les 20 maisons environnant le foyer suspect. Des analyses seront ensuite réalisées pour savoir s'il s'agit bien d'un cas de choléra, ce qui prend plusieurs jours".

16h

Wangcos rappelle qu'il n'y a pas que la réponse. Lutter contre le choléra, c'est aussi de la prévention, au sein des communautés, des écoles. Rendez-vous est donc pris avec des instituteurs pour le lendemain pour une session de sensibilisation ludique avec les élèves. "Ce sont eux aussi qu'il faut sensibiliser aux bonnes pratiques d'hygiène. Ils sont prescripteurs. Ce sont eux qui vont ensuite sensibiliser les familles".

12h

Pendant que l'équipe de chlorateurs pulvérise, une autre équipe, des sensibilisateurs, prend toutes les mesures préventives et fait passer les messages de bonnes pratiques d'hygiène auprès des habitants. "Il nous a fallu du temps pour être accepté et pour que les habitants comprennent bien l'intérêt des actions que nous menons pour lutter contre la propagation du choléra, insiste Wangcos. Aujourd'hui, les messages passent mieux et les habitants sont de plus en plus vigilants sur l'hygiène et la lutte contre le choléra".

"LA GESTION DE BOUES A UN IMPACT DIRECT ET IMMÉDIAT SUR LA SANTÉ DE POPULATIONS"

S'il existe une journée mondiale des toilettes, pas un jour n'est dédié au traitement des boues fécales. Or, sans traitement, ces boues polluent les sols et favorisent la propagation des maladies. Au Myanmar, la Fondation Veolia s'est associée à SOLIDARITÉS INTERNATIONAL pour mettre en place une station de traitement.

PROPOS RECEUILLIS PAR TUGDUAL DE DIEULEVEULT

Quelles ont été vos missions sur place ?

ROMAIN VERCHERE L'objectif global était un audit de la STS afin d'aider SOLIDARITÉS INTERNATIONAL à mieux connaître son fonctionnement et améliorer son opération. Pour y parvenir, un labo d'analyses a été installé. Il a permis d'étudier le fonctionnement de la station, de procéder à la revue des documents de design, d'opération et de monitoring. Des propositions d'amélioration des process ont également été formulées. Le personnel local a été formé aux techniques de laboratoire et de légères modifications ont été réalisées après les 5 semaines de mission sur place.

ALBERTO ACQUISTAPACE Ce programme a 4 objectifs : promotion de l'hygiène contre la défécation à l'air libre, réhabilitation des latrines, vidange des latrines et traitement des boues fécales.

Le monitoring des paramètres biochimiques du traitement des boues fécales peut-il être le premier pas pour des standards biochimiques de rejet en nature spécifiquement humanitaires ?

RV Dans certaines situations, des standards nationaux préexistent : ils s'appliquent et doivent alors être respectés. La définition de standards humanitaires est un défi de grande ampleur, au vu de la diversité des contextes et des types de boues à traiter

(plus ou moins diluées ou chargées), et des conditions de rejets (infiltration, rejet à la rivière, émissaire en mer, etc.). Pour notre cas, on peut imaginer des valeurs de réduction minimales de charges polluantes par exemple. Ces valeurs conduiront peut-être à la définition de standards, qui eux-mêmes, auront, par la suite, légitimité auprès des acteurs parce qu'ils auront été pensés et conçus sur le terrain. De manière générale, la compréhension d'un système tel que la STS et la collecte de données d'analyses est un grand pas dans ce sens et permettra à SI de jouer un rôle dans cette question à l'avenir.

AA Oui, mais il doit être reconnu par des publications de référence comme le manuel Sphère, utilisé, et même imposé, par les bailleurs de fonds et le Cluster WaSH.

En quoi la gestion des boues fécales est primordiale lors des urgences humanitaires ?

AA La gestion de boues a un impact direct et immédiat sur la santé des populations affectées par une crise, surtout dans le cas d'une concentration excessive des personnes comme dans des camps des déplacés.

RV Ce qui est primordial dans ce genre d'interventions (déplacement massif de population) c'est la mise en place de latrines afin d'éviter la défécation à l'air libre qui représente un risque sanitaire majeur pour la population.

AA À moyen-long terme, elle

peut avoir aussi un fort impact sur l'environnement, notamment sur l'eau et le sol avec des possibles influences sur la production agricole du terrain

Comment expliquez-vous qu'il faut attendre 2019 pour que les acteurs humanitaires, les urgentistes, se posent les bonnes questions quant à la problématique de la gestion des boues ?

AA Les bonnes questions ont déjà été posées. En revanche, les réponses sont tardives parce que la gestion des boues fécales de manière massive nécessite une réponse rapide, mais aussi une planification à long terme, alors que les programmes humanitaires sont plutôt des programmes de court terme. Depuis longtemps, dans l'imaginaire collectif, le confinement de la matière fécale était plus que suffisant étant donné que les crises étaient plus courtes qu'aujourd'hui. Les mentalités ont changé, les crises durent. Il est admis désormais que le confinement n'est plus suffisant.

RV Il est évident qu'aujourd'hui dans un contexte de déplacement de population, les urgences ont tendance à durer. Les réponses appropriées passent par des infrastructures plus complexes à mettre en œuvre, l'audace de SI à se doter d'un tel "système" pour le traitement des boues fécales est d'ailleurs à souligner. Accompagner SI dans ces choix techniques et dans la gestion de ces infrastructures est au cœur de notre mission. C'est là toute la force de notre partenariat.



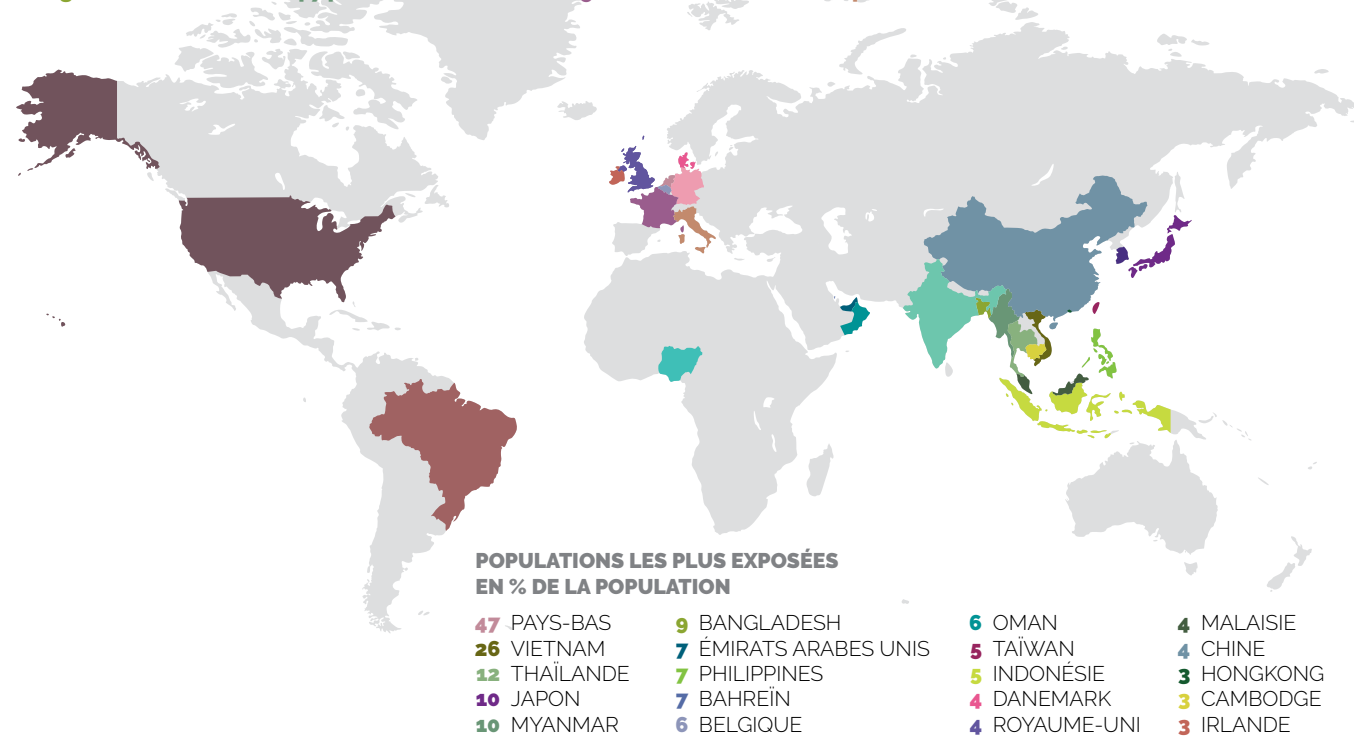
CHANGEMENT CLIMATIQUE

Montée des eaux, hausse de la température, fonte des glaciers... Les effets du changement climatique sont déjà bien présents. Et demain ? Seule, l'atténuation ne sera pas suffisante. Il faut aussi modifier nos comportements, aider les pays les plus pauvres à s'adapter pour préserver les ressources naturelles et la première d'entre elles : l'eau.

MONTÉE DES EAUX, QUI SONT LES PREMIERS TOUCHÉS ?

POPULATIONS LES PLUS EXPOSÉES EN NOMBRE DE PERSONNES

50 465 CHINE	10 157 INDONÉSIE	3 087 ÉTATS-UNIS	1 171 MALAISIE
23 407 VIETNAM	8 176 THAÏLANDE	2 574 ROYAUME-UNI	1 032 TAÏWAN
12 751 JAPON	7 793 PAYS-BAS	1 737 BRÉSIL	1 028 CORÉE DU SUD
12 643 INDE	6 205 PHILIPPINES	1 665 ALLEMAGNE	848 NIGERIA
10 230 BANGLADESH	4 742 MYANMAR	1 256 FRANCE	842 ITALIE



600 millions de personnes vivent le long des côtes à moins de 10 mètre au-dessus du niveau de la mer. Elles pourraient être **1 milliard en 2060**.

Sur les 50 dernières années, l'excès de chaleur provoqué par le réchauffement climatique a été **absorbé à 93 % par les océans**. Les 7 % restant ont réchauffé la basse atmosphère et les surfaces continentales et fait fondre les glaces.

On estime que les eaux sont **montées de 15 cm** entre 1900 et 1990.

Sur les 25 dernières années **la mer est montée de 3mm/an**. C'est deux fois plus que lors des décennies précédentes.

Dans le Pacifique tropical ouest, **la hausse est de 10 mm/an**, soit 3 fois plus que la moyenne. Dans cette zone la mer s'est élevée de **25 cm sur les 25 dernières années**.

Selon les dernières simulations, la mer devrait être **plus haute de 40 à 75cm d'ici 2100**.

70% des plages du monde sont en érosion.

Chiffres tirés de l'article *Le niveau de la mer monte lentement mais sûrement* d'Anny Cazenave, chercheuse au Laboratoire d'études en géophysique et océanographie spatiale (LEGOS) à Toulouse publié dans *L'Atlas de l'Eau et des Océans* (Le Monde/La vie)

LES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Alors que le réchauffement climatique a désormais une place importante dans les débats publics, les réponses à cet enjeu planétaire peinent à se mettre en place. Les effets du changement climatique ont déjà des conséquences sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et le fonctionnement de ces services essentiels.

PAR COLETTE GÉNEVAUX

Chargée de mission (PsEau)

QUELS IMPACTS POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT ?

Le changement climatique et ses effets perturbent le grand cycle de l'eau. Les conséquences sont largement connues : montée du niveau des mers, augmentation des températures moyennes du globe, sécheresses, vagues de chaleur, perturbation des régimes pluviométriques saisonniers, et l'occurrence de plus en plus fréquente d'événements extrêmes comme les cyclones, tempêtes et inondations.

La plupart de ces aléas se répercutent sur les services d'eau potable et d'assainissement. Il peut s'agir de dégradations directes des infrastructures à la suite d'une inondation ou d'une tempête, ce qui entraîne l'arrêt du service. Mais la plupart des impacts agissent sur le long-terme. Ainsi, les effets combinés de l'augmentation des températures, des sécheresses et une utilisation de l'eau en constante augmentation causent peu à peu une baisse de la disponibilité et de la qualité des ressources en eau dans de nombreuses régions du monde. Les services d'eau sont alors fragilisés, en particulier dans les endroits qui manquent de ressources techniques et financières.

Le manque d'eau et l'absence d'assainissement ont alors des conséquences sanitaires, sociales et économiques directes sur les populations : augmentation des maladies d'origine hydrique, augmentation de la pénibilité des corvées d'eau pour les femmes et les filles, conflit sur l'utilisation des ressources, augmentation des migrations, etc.

L'ADAPTATION POUR LES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Les services d'eau et d'assainissement doivent s'adapter à ces enjeux, afin de réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux aléas climatiques. Il s'agit par exemple de mieux connaître la demande en eau, afin d'anticiper sa gestion dans les périodes de rareté de l'eau. Ou encore, développer la gestion des eaux pluviales dans les villes en se basant sur des solutions "douces" ou "basées sur la nature", qui encouragent par exemple l'infiltration naturelle des pluies dans les sols. Face aux événements extrêmes, on pourra mettre en place des systèmes d'alertes et former les populations et les services à mieux réagir : c'est ce qu'on appelle la culture du risque.

Au sein des professionnels de l'eau et des acteurs de coopération, la distinction entre les activités d'adaptation au changement climatique et celles conduites pour le développement fait l'objet de nombreux débats. Dans la plupart des cas, l'adaptation se nourrit en effet des réflexions engagées dans un contexte "normal" de développement. Il y a donc un continuum entre les actions qui relèvent spécifiquement de la lutte contre les effets du changement climatique, et celles qui cherchent à combattre des facteurs de vulnérabilité liés au développement, par exemple la lutte contre la pauvreté. Des démarches déjà existantes comme la gestion intégrée des ressources en eau ou les plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau peuvent ainsi participer à la conception de solutions appropriées et pérennes.

L'adaptation requiert donc principalement d'opérer un changement de paradigme dans les priorités des responsables politiques et les pratiques des acteurs de terrain. Les impacts potentiels du changement climatique doivent donc être considérés dès l'élaboration des stratégies et la planification des projets.

Cet effort est urgent : il est souvent utile de rappeler que l'adaptation est inévitable, qu'elle soit planifiée ou non. En effet, les conséquences de l'augmentation de la température moyenne du globe sont déjà visibles et vont s'accroître, même dans les scénarios de lutte contre le réchauffement climatique les plus optimistes.

GUIDE PS-EAU

En 2018 le pS-Eau a publié le guide *Les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique. Quels impacts ? Comment agir ?*. Ce document synthétise les enjeux, définitions et clés de lecture pour guider les acteurs de l'eau et de l'assainissement dans l'intégration des enjeux du changement climatique dans leurs pratiques.

 pseau.org/fr/eau-et-changement-climatique

CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LA RÉGION DU SAHEL

RETOUR SUR L'EXPÉRIENCE DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

Dans la région Sahélienne, le changement climatique a des conséquences directes sur les populations. Sécheresses, inondations... des solutions existent afin de mitiger les conséquences de ces épisodes climatiques.

PAR OLIVIER KRINS

Représentant régional

ET NATACHA CALANDRE

Référente sécurité alimentaire

Les pays d'Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement ceux du Sahel¹, subissent aujourd'hui, après les sécheresses des années 70 et 90, les effets du changement climatique avec un déficit d'événements pluvieux, conjugués à un renforcement des pluies intenses entraînant des inondations dévastatrices.

Ce nouveau climat a des conséquences particulièrement graves pour les populations sahéliennes, avec des dommages et pertes sur les systèmes humains, agricoles et les infrastructures

économiques (routes, barrages, bâtiments). Cette instabilité entraîne une insécurité alimentaire avec une hausse sur les marchés du prix des produits du fait des récoltes aléatoires qui

se traduisent par des déplacements de population vers les régions plus humides et les grandes villes, créant une instabilité sociopolitique dans les pays. Ces événements pourraient s'amplifier et devenir plus fréquents dans ce contexte de changement climatique.

C'est pourquoi SOLIDARITÉS INTERNATIONAL (SI) a développé une expertise en matière de renforcement des systèmes communautaires de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC), forte de ses expériences notamment en zone sahélienne, comme au Tchad ou au

Mali. Dans ses programmes visant la réduction des risques de sécheresse et/ou d'inondations, SI soutient les communautés agricoles et pastorales vulnérables dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action multisectoriels (SAME², WASH³, nutrition), sur la base d'analyses participatives des vulnérabilités et capacités. Ces plans RRC comprennent des actions de préparation, de mitigation et de prévention des risques, à travers le développement de système d'alerte précoce communautaire et de réponses aux urgences, comme

outils de surveillance, de prévision des crises et de contingence. La constitution de réserves villageoises (banques de céréales et/ou d'aliments bétail), le renforcement des infrastructures et services de base (digues de protection, pare-feu,

canaux de drainage, protection de points d'eau et infrastructures sanitaires par surélévation) et le développement du capital humain (par ex. formation aux pratiques de production adaptées au changement climatique) sont au cœur de la démarche. La minimisation des risques s'appuie en parallèle sur le soutien des ménages à la diversification de leurs sources de revenus, à l'accès à du capital financier et la constitution de fonds de solidarité. L'appropriation locale et la pérennisation de ces mesures vont de pair avec le renforcement des structures de gouvernance communautaires, leur mise en réseau et leur intégration

dans les plans de développement et de financement institutionnalisés.

En lien avec les orientations de son plan stratégique 2018-2020, SI s'est dotée d'un bureau régional Afrique de l'ouest et centrale avec un accent fort sur les problématiques du Sahel et du bassin du lac Tchad y compris les questions liées à la résilience et au changement climatique. Le Bureau régional est un levier de développement de dynamiques sous-régionales et transfrontalières avec des objectifs de développement durable et de mise en valeur des actions et de l'expertise de SI.

Dans ces actions, SI et ses partenaires (notamment la Fondation Veolia et des acteurs locaux) entendent développer une approche intégrée sur les ressources et infrastructures en eau au-delà de la réponse au besoin de base, à travers la mise en place d'une plateforme régionale opérationnelle. L'objectif principal de cette plateforme est d'accompagner les collectivités locales pour une connaissance, une gestion durable, une maîtrise et une valorisation des ressources et infrastructures en eau pour assurer un bien-être de la population et favoriser un développement économique territorial.

¹ Pays du Sahel : l'Algérie, le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Soudan.

² SAME : Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existences

³ WASH : Eau, assainissement et hygiène

CIBLER EN PRIORITÉ LES PROJETS À L'IMPACT POSITIF SUR LE CLIMAT

Face au changement climatique, les bailleurs doivent cibler les projets à l'impact positif sur le climat et visant à accroître les capacités des populations à anticiper les risques climatiques.

PAR FRANÇOIS VINCE

Chef de projet, division Eau et Assainissement
Agence Française de Développement (AFD)

Si la réduction des émissions de gaz à effet de serre reste la première des priorités dans la lutte contre le changement climatique afin d'en prévenir et d'en atténuer les effets, la préparation des populations à s'adapter aux aléas climatiques devient graduellement un chantier inévitable.

En effet, l'extrême majorité des projections climatiques actuelles [cf. rapport GIEC 2018] s'accordent sur le fait que les températures augmenteront à minima de +1,5°C en moyenne au niveau mondial. Cette hausse répartie inégalement à l'échelle du globe impactera fortement des équilibres naturels en place depuis des millénaires, en premier lieu desquels le cycle de l'eau, que ce soit les régimes de pluies ou les débits de rivières.

Les conséquences de cette hausse de température sur le cycle de l'eau sont nombreuses et pèsent déjà lourdement sur les économies et les populations les plus vulnérables des pays en développement :

- du fait des sécheresses accrues, la ressource en eau disponible (tant en qualité qu'en quantité) diminue dans certaines régions, constituant une menace pour l'alimentation en eau potable et la sécurité alimentaire (l'agriculture étant le premier utilisateur d'eau après le secteur énergétique) ;
- l'intensification des épisodes pluvieux violents dans certaines régions augmente la fréquence des risques d'inondations affectant les biens et les personnes ;

- enfin, l'élévation du niveau de la mer accroît les risques de submersion et dégrade la qualité de la ressource en eau dans les zones côtières (phénomène d'intrusion d'eaux salées).

Partageant ce constat, l'AFD s'est engagée à rendre cohérent ses financements avec un développement bas carbone et résilient. Ainsi, en 2018, 50 % de nos financements (soit 6 Md€ sur un total de 12 Md€) ont ciblé des projets ayant un impact direct positif pour le climat, dont 75 % dédiés à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et 25 % à l'adaptation et la réduction de la vulnérabilité des populations aux impacts du changement climatique.

Nous souhaitons toutefois faire plus dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et accroître la part de notre financement vers des projets visant spécifiquement à accroître les capacités des populations à anticiper les risques climatiques et à y faire face à travers. Ces projets se déclinent autour de 3 objectifs :

- le renforcement des services hydrologiques et météorologiques nationaux pour une meilleure connaissance des aléas climatiques locaux via le financement de réseaux de mesures et de modèles de prévision. L'AFD se prépare ainsi à financer le renforcement des services météorologiques ivoiriens ;
- la protection de la ressource en eau, que soit en quantité via les actions d'amélioration de l'efficacité des usages tant pour l'agriculture, l'eau

potable et l'industrie ou en qualité via la dépollution des eaux usées industrielles et urbaines. À titre d'exemple, l'AFD finance le Schéma Directeur National de Réutilisation des Eaux Usées Traitées tunisien ;

- la gestion de risques d'inondations via le renforcement des services de protection civile et le financement de solutions d'infiltration, de rétention ou de drainage. L'AFD finance ainsi avec l'appui du Fonds Vert pour le Climat les mesures préventives de gestion des risques d'inondation et les infrastructures de drainage qui les accompagneront sur le quartier de Pikine à Dakar.

Plus généralement, pour chaque projet d'alimentation en eau potable ou assainissement financé par l'AFD, une analyse de l'impact du changement climatique sur la pluviométrie et sur la disponibilité de la ressource d'eau brute est effectuée, afin de sécuriser et d'accroître la résilience des services de base que sont l'alimentation en eau potable et l'assainissement

Nous ne nous limitons pas au financement de projets et souhaitons maximiser l'effet d'entraînement de nos financements sur la redirection des investissements vers le climat. Ainsi, à un niveau stratégique, l'AFD préside depuis 2018 et jusqu'en 2020 le club IDFC, de 25 banques de développement bilatérales, nationales et régionales, où elle porte la voix du climat comme sujet principal d'action et de coopération.

ACCÈS À L'EAU : L'ÉDUCATION EST FONDAMENTALE

Pression sur l'eau des fleuves, transition écologique, réfugiés climatiques, pour **ERIK ORSENNA**, économiste, Académicien et président d'Initiatives pour l'Avenir des Grands Fleuves (IAGF), l'avenir de la planète passe par la préservation de l'or bleu.

RECONNAÎTRE LES FLEUVES

Partout dans le monde, du fait du dérèglement climatique mais aussi de l'urbanisation accélérée, les fleuves sont à la peine. Prenez l'exemple du Colorado (États-Unis) ou du Murray-Darling (Australie) qui n'atteignent plus la mer, à force d'être surexploités pour alimenter villes et surfaces agricoles ; regardez le Gange, l'un des dix fleuves les plus menacés au monde par la pollution et les prélèvements incontrôlés, faute de maîtrise du développement économique et urbain ! Et le changement climatique n'est pas un phénomène lointain, ni dans le temps ni dans l'espace. Il est déjà là et proche de nous : le Rhin, puissante voie navigable, a atteint en Allemagne à l'automne dernier son plus bas niveau historique ; le Rhône voit d'année en année son débit s'affaiblir. Combien de temps pourrions-nous compter sur son cadeau, cette formidable énergie renouvelable qu'est l'hydroélectricité ? Et comment concilier tous les usages alors que la ressource en eau se raréfie ? Dans le Bassin Adour-Garonne, le déficit entre ressources et usages atteindra un milliard de m³ en 2050 !

Les fleuves et rivières sont à la peine. Pourtant, c'est sur leurs rives que la majorité de l'espèce humaine s'est rassemblée depuis la nuit des temps. Eau pour les villes, eau pour les champs, eau pour l'énergie et le transport mais aussi eau pour la biodiversité : les fleuves irriguent dans tous les sens du terme la vie dans les territoires. Ils portent en eux une partie des réponses au changement climatique.

Traités avec plus de respect, exploités avec plus d'ambition, ils pourraient contribuer au nouveau mode de développement que chacun sait nécessaire.

C'est sur ce constat que CNR (la Compagnie Nationale du Rhône) a lancé Initiatives pour l'Avenir des Grands Fleuves (IAGF), désormais association d'intérêt général qui alerte, sensibilise et facilite des solutions, au plus près des besoins. Avec une double originalité dans notre approche : le croisement des regards et pratiques, en réunissant des experts venus du monde entier et représentant différentes disciplines ; la vision intégrée, pour appréhender tous les usages et sur l'ensemble du linéaire du fleuve, au-delà des frontières. Car le sujet de l'eau n'est pas uniquement technique. Il est géopolitique et culturel. Il pose toutes les questions du vivre ensemble. Première des matières premières, la plus nécessaire à la vie, elle est aussi le miroir de nos sociétés.

MENER DE FRONT ET ENSEMBLE PLUSIEURS TRANSITIONS

Plus notre savoir progresse, plus s'impose l'évidence : notre planète est une. Solidaires de fait sont ses habitants puisque nous sommes en train de nous forger un destin commun, pour le meilleur comme pour le pire. Solidaires sont les éléments puisque chaque dérèglement de l'un affecte la machinerie de l'autre, comme le souligne une récente étude réalisée par l'IPPR (Institute for Public Policy Research) qui parle de crise majeure des sociétés humaines, où s'enchaîneraient en cascade les chocs économiques, sociaux et politiques au sein d'un système global. Sommes-nous prêts à accueillir les millions de réfugiés climatiques du Bangladesh ou d'Afrique ? Avons-nous conscience que les conséquences du dérèglement climatique ne cessent de creuser les inégalités sociales ?

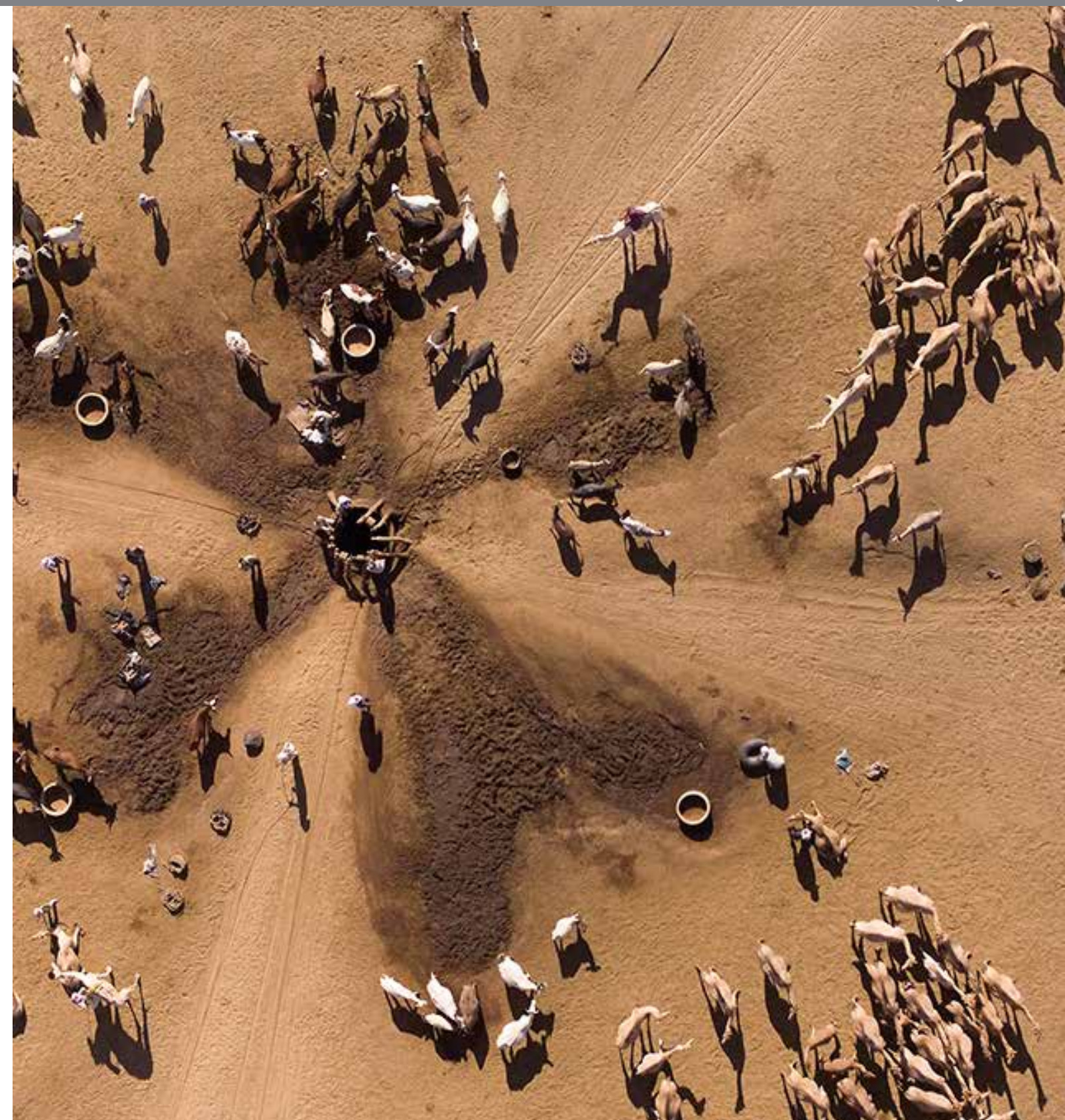
Il nous faut être collectivement plus intelligent, plus innovant pour mener de front plusieurs transitions, écologique, agricole, numérique, énergétique, démographique...

Qu'il ne faut pas segmenter les politiques. Prenons le cas de la pollution plastique. On admet le constat que l'océan contiendra 1 tonne de plastique pour 3 tonnes de poissons d'ici 2025. Mais savez-vous que 80 % de la pollution des océans provient de la terre via les fleuves ou par ruissellement (dont 90 % par 10 fleuves dans le monde seulement) ? Que chaque seconde, 50 kilos de plastique sont rejetés par les fleuves dans la Mer ?

À l'échelle d'un territoire, imaginer l'avenir d'un fleuve revient à questionner celui d'un bassin de vie : nous devons en finir avec nos réflexes d'enfants gâtés, voulant tout tout de suite - comme obtenir de l'eau en tournant simplement un robinet - et sans réfléchir aux conséquences. Nous devons faire prendre conscience aux usagers de l'eau de deux choses : leur interdépendance et la raréfaction de la ressource, qui nécessite un effort collectif d'adaptation. L'éducation me paraît en cela fondamentale. Je crois en la force du récit, pour se rappeler l'histoire du fleuve et concevoir ensemble son futur. L'État n'est pas le seul maître à bord : entreprises, collectivités locales, citoyens doivent tous participer à la préservation et à la valorisation de ce bien commun !

SANTÉ DES FLEUVES, SANTÉ DES HOMMES

L'accès à l'eau et à l'assainissement est vital pour les populations. Traiter les eaux usées avant de les rejeter est l'un des sujets sur lesquels nous travaillons au sein d'IAGF car, comme le disait Pasteur, nous buvons 80 % de nos maladies. Si l'esprit des Objectifs de Développement Durable est louable, les actions doivent être menées à une échelle nationale, voire locale, si on veut qu'elles soient efficaces et rapides. Nous allons, pour notre part, très prochainement nous pencher sur le cas du territoire guyanais, en partenariat avec l'Institut Pasteur : maladies hydriques et infectieuses, pollution générée par l'orpaillage illégal... Nous réunirons nos experts et toutes les parties prenantes locales du fleuve Maroni pour comprendre et proposer.



EAU ET SÉCURITÉ

Si l'eau est source de vie, elle est aussi un gage de sécurité, une source de paix. Assurer un accès à l'eau pour tous quand la pression démographique, industrielle ou climatique sur cette ressource provoque des tensions, permet de les atténuer, de recréer un lien entre les différents acteurs et de stabiliser les populations.

L'EAU, UN VECTEUR CLÉ POUR LA STABILITÉ ET LA PAIX AU SAHEL

L'eau est au cœur de la paix et du développement. La paix est plus qu'une simple absence de guerre, elle nécessite un développement durable garant de stabilité. Le développement nécessite la capacité des acteurs à coopérer et à résoudre des tensions sans recours à la force. Ressource vitale pour la planète, l'eau fait face à de nouvelles contraintes provoquées par les facteurs combinés de la surexploitation, du gaspillage et de la pollution de la ressource. Ceci est aggravé par le changement climatique qui accroît la versatilité de l'accès à l'eau et les risques de catastrophes naturelles.

L'eau devient un enjeu pour une part croissante de la population mondiale avec pour conséquence une plus grande compétition d'usages. Cela met au défi la capacité de nos institutions politiques à répondre à la complexité de la gestion de l'eau en tant que facteur de risque de conflits ; défi local, national mais aussi transfrontière puisque la majorité des eaux de surface et souterraines sont partagées par plusieurs pays.

Mais l'eau peut se transformer en un thème de coopération. Cette ambivalence a toujours été l'une des caractéristiques de la gestion de l'eau. Jamais dans l'histoire il n'a été aussi urgent de démultiplier l'énorme potentiel de collaboration et de paix qu'offrent les ressources en eau. C'est le fondement du Geneva Water Hub et de la création du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, mandaté par 15 États pour étudier le lien entre eau, paix et sécurité et dont le Geneva Water Hub est le secrétariat. Le Panel a publié en 2017 ses recommandations dans le rapport *Une Question de Survie* qui montre la voie à suivre pour faire de l'eau un instrument de coopération clé et un vecteur pour la paix en jetant un pont entre l'agenda de la paix et l'agenda du développement. C'est un enjeu particulièrement crucial des pays ou régions fragiles.

Le Sahel connaît une détérioration sécuritaire depuis six ans. L'accès à l'eau, peu développé, et l'accès aux ressources naturelles y sont devenus des motifs de violences intercommunautaires et d'alliances avec des groupes armés bien plus déterminants que les

motifs idéologiques ou religieux. Le rapport de force entre communautés pastorales et agraires est exacerbé. Ces tensions se sont inscrites dans le sillage des déficiences des politiques de développement. Des zones de fragilité sont devenues le terreau fertile pour la croissance de poches de terrorisme. Cet élément a été considéré notamment par de récentes initiatives multilatérales, telles que le G5 Sahel, avec une approche joignant sécurité et développement. Mais dans la pratique l'aspect sécuritaire semble prendre le pas sur le développement. De plus l'aspect vital et stratégique de l'accès à l'eau et aux services de base est sous-estimé.

Afin de contribuer à la recherche de solutions pour la région, le Geneva Water Hub a organisé en novembre 2018 une table ronde pour conceptualiser des actions concrètes où l'eau est centrale pour le développement et la stabilisation. Des experts des agences de bassin, ainsi que des domaines de la coopération au développement, de la consolidation de la paix, des forces armées, de l'humanitaire, du secteur privé et de la société civile ont répondu à cet appel. Ils ont contribué par le croisement de leur expertise à produire des axes de travail prometteurs qu'il s'agit à présent d'approfondir et de mettre en œuvre.

De ces échanges ressort la nécessité de créer des zones protégées de développement garantissant

l'accès à l'eau et à d'autres services de base ; d'innover des modes de gestion administrative des zones transfrontières afin de mieux inclure les intérêts des populations transhumantes

et leur assurer des points d'eau. Il faut garantir des alternatives, notamment pour les jeunes générations, qui seront des réponses aux poches de terrorisme. Il est sans doute nécessaire d'assurer une protection

militaire pour permettre l'établissement de ce développement.

Plus généralement au Sahel, l'eau doit servir de moteur de stabilité. Une attention particulière doit être portée aux zones défavorisées. En ce sens plusieurs agences de bassins de la région sont à la pointe en comparaison mondiale. Celles-ci se profilent comme des colonnes vertébrales de développement en connectant les populations du bassin et les pays. Elles sont des outils de coopération en place et à soutenir.

En formulant une feuille de route pour l'eau comme vecteur de paix, il ne s'agit pas de confondre les engagements sécuritaires, humanitaires et de développement mais de comprendre leur indispensable articulation.

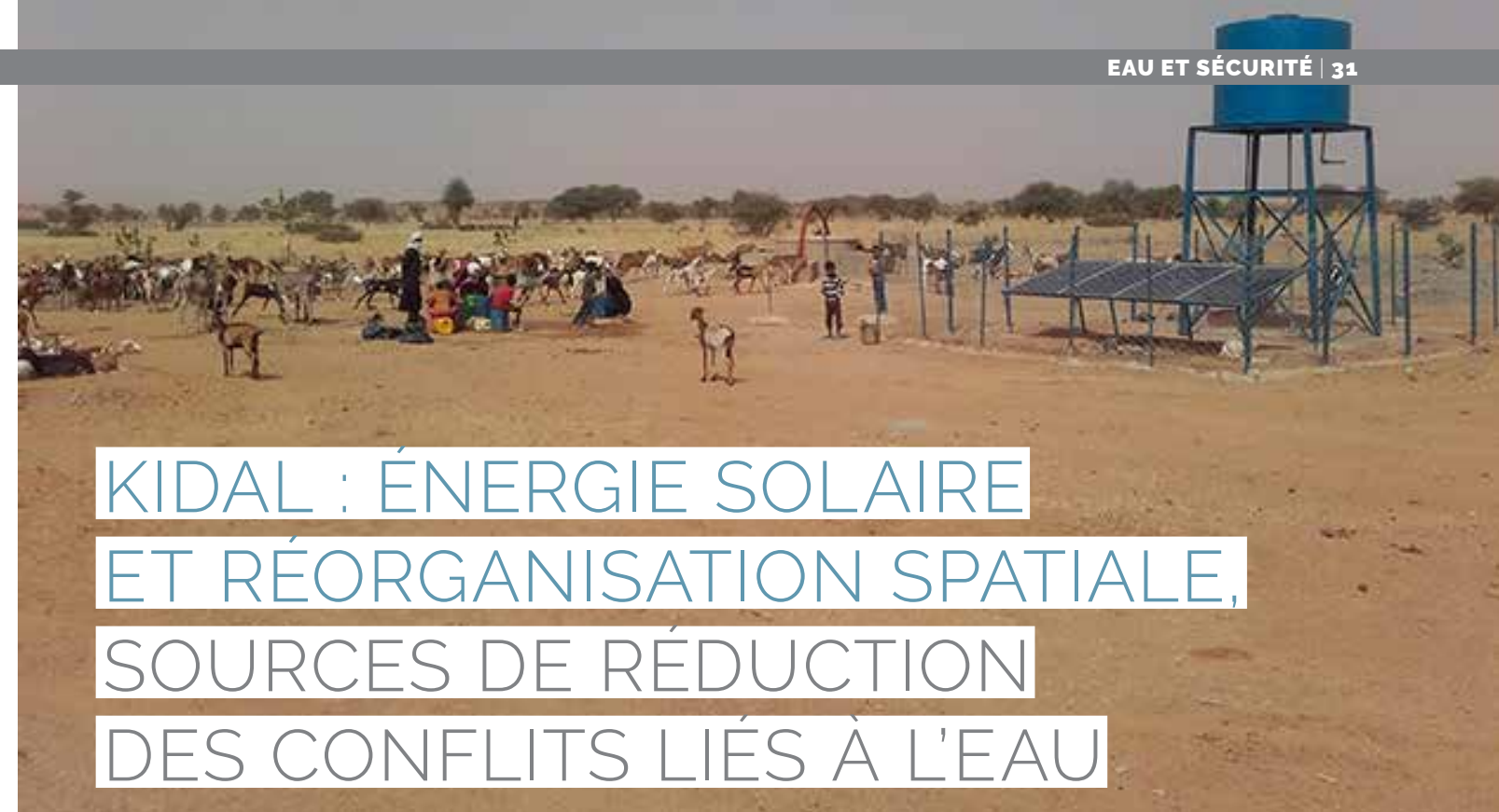
FRANÇOIS MÜNGER

Directeur général
du Geneva Water Hub

JEAN WILLEMIN

Chargé de projet

**IL FAUT GARANTIR
DES ALTERNATIVES
[...] QUI SERONT
DES RÉPONSES
AUX POCHEs DE
TERRORISME.**



KIDAL : ÉNERGIE SOLAIRE ET RÉORGANISATION SPATIALE, SOURCES DE RÉDUCTION DES CONFLITS LIÉS À L'EAU

Au Sahel, l'accès à l'eau est source de tensions. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL par ses programmes renverse la tendance et tente de faire de cet accès une source de paix.

PAR BANSAGA SAGA

Référent Eau, hygiène et assainissement

ET EMMANUELLE MAISONNAVE

Chargée de capitalisation

La région de Kidal est l'une des trois régions au nord du Mali, située en plein Sahara. La pluviométrie y est très faible (entre 75 à 150 mm) ; dans ce contexte, les cours d'eau sont aussi précieux que temporaires. Cette insuffisance d'eau est source de tensions entre éleveurs, en particulier lors des périodes sèches. La région de Kidal est en effet principalement habitée par des éleveurs, qu'ils pratiquent la transhumance ou non, une stratégie d'élevage particulièrement adaptée aux conditions environnementales puisque permettant l'exploitation de ressources pastorales et hydrauliques dispersées dans l'espace et dans le temps. Les points d'eau traditionnels ne sont accessibles que par une personne à la fois, et le puisage de l'eau est long et fastidieux puisqu'il nécessite la traction animale et le concours de plusieurs personnes. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, arrivée dans la zone en 2013 après la crise politico-militaire de 2012, réhabilite des points d'eau sur le territoire pour contribuer à atténuer les concurrences entre éleveurs sédentaires et éleveurs transhumants. Près de 50 Systèmes Hydrauliques Pastoraux Améliorés

(SHPA) ont ainsi été mis en place ; ils ont été conçus pour permettre une plus grande disponibilité en eau et une séparation des usages.

UNE ORGANISATION SPATIALE POUR SÉPARER LES USAGES

Les points d'eau réhabilités sont organisés dans l'espace de manière à desservir à la fois les familles et les animaux, là où l'ensemble se réunissait autour du puits auparavant, ce qui engendrait des détériorations et contaminations. La distribution de l'eau se fait maintenant à deux niveaux. D'une part aux bornes fontaines à destination de la desserte des populations pour des usages domestiques de l'eau (cuisine, toilette, boisson), et d'autre part aux abreuvoirs pour l'alimentation du bétail.

UNE AUGMENTATION DE LA DISPONIBILITÉ EN EAU

Les forages et puits sont réhabilités, cimentés, fermés et équipés de margelle de sécurité et d'une dalle de couverture pour éviter toute contamination. Une pompe immergée est installée, alimentée par des panneaux solaires. Cette pompe est connectée à un

château d'eau d'une capacité de 5 à 10 m³ afin de garantir la régularité de l'alimentation en eau en toute saison. Ce réservoir joue donc un rôle de tampon entre le temps de recharge du puits et l'approvisionnement de la population. Avec ce système, l'eau est accessible par plusieurs personnes simultanément, ce qui permet un gain de temps considérable, une économie d'énergie (plus besoin de puiser l'eau soi-même ou par traction animale), et dès lors, une réduction des tensions entre usagers.

Le château d'eau est alimenté par l'énergie solaire, quasi inépuisable dans cette région, ce qui permet d'éviter le recours au gasoil : les frais liés à la gestion de l'infrastructure, une fois l'investissement initial réalisé par SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, sont ainsi réduits.

Les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL ont clairement constaté que la réduction considérable du temps d'attente, l'augmentation de la disponibilité de l'eau et la meilleure organisation spatiale séparant les types d'usages ont contribué à aboutir à un apaisement général entre usagers.



IRAK : UNE CRISE QUI DURE, DES BESOINS QUI ÉVOLUENT ?

Depuis la reprise de Mossoul au groupe État Islamique en 2017, le nord de l'Irak tente péniblement de se reconstruire. 2018 a vu les premiers retours de déplacés mais leur réinstallation est freinée par le manque d'infrastructures et d'accès aux services essentiels dont l'eau potable arrive en tête.

PAR SARAH CHAUVIN

Responsable programme Moyen Orient (SI)

Le Nord de l'Irak a été marqué par l'occupation de l'État Islamique, puis l'offensive militaire menée en 2017 par le gouvernement central et ses alliés pour reprendre le contrôle de l'entièreté de son territoire. Cette phase d'occupation et les combats qui ont suivi ont causé le déplacement de plusieurs millions de personnes, gravement endommagé les infrastructures essentielles et fragilisé le tissu social et communautaire irakien, déjà précaire avant le conflit. 2018 a vu le pays entrer dans une nouvelle phase, marquée par le retour des populations dans leurs lieux d'origine, et par le démarrage des efforts de reconstruction. Malgré ces "nouvelles dynamiques", le contexte irakien reste extrêmement fluide, et les possibilités de conflits armés de basses intensités, localisés, restent relativement importants. La stabilisation du pays entre dans une phase compliquée d'intégration des différentes couches de populations, de leurs différences culturelles, idéologiques et politiques. Les nombreuses années de conflits ont fortement marqué les différences, et renforcé les distances entre les communautés. Une étape cruciale de réconciliation et de développement des cohésions sociales, est primordiale, pour

assurer la pérennité de nos actions et l'ébauche d'un avenir stable pour le pays.

ENCORE 500 000 PERSONNES DANS DES CAMPS

Malgré cela, les conditions de vie restent précaires pour une grande majorité de la population, que celle-ci ait fait le choix de rentrer ou de rester dans les camps. Dans le gouvernorat de Niniveh, 500 000 personnes vivent toujours dans des camps, desquels ils ne souhaitent pas sortir à l'heure actuelle, faute d'opportunités économiques dans les zones de retours, d'aide humanitaire ou par crainte des tensions communautaires grandissantes dans certaines zones du pays. Afin de maximiser son impact, et d'assurer une réponse coordonnée et de qualité, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL travaille en consortium avec une dizaine d'ONG nationales et internationales pour délivrer des services, comme l'accès à l'eau potable, sur l'ensemble du pays, à la fois dans les zones de retours et pour les populations déplacées résidant dans les camps. Un travail essentiel sur les camps, ou pour certains d'entre eux, les perspectives de retour à court terme sont limitées, et sur les zones "pacifiées", ou il faut reconstruire, et de

ce fait, permettront la réinstallation des populations qui ont tout perdu.

L'EAU, ENTRE GUERRE ET PAIX

Les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL travaillent quant à elles dans le gouvernorat de Niniveh dans le camp de Nimrod où vivent aujourd'hui 3 000 personnes, et dans les villages au Sud de Mossoul, afin de renforcer l'accès à l'eau et l'assainissement. L'eau est particulièrement cruciale dans le contexte irakien : rare, souvent de mauvaise qualité, elle constitue l'un des éléments essentiels permettant aux populations de rentrer et de reprendre leur vie dans de bonnes conditions, leur permettant de boire, de cultiver ou de relancer leurs activités économiques. En l'absence d'un accès à l'eau durable par le réseau, les populations sont généralement forcées de recourir à des puits privés, dans lequel l'eau est souvent rare et polluée. L'eau est également un facteur de tension entre les communautés et au niveau régional. Travailler à une gestion raisonnée constitue ainsi un facteur clé pour construire la paix, et permet aux populations d'envisager des perspectives d'avenir, et non simplement, à se contenter de survivre.

EAU ET RECONSTRUCTION

Se reconstruire après un conflit, une catastrophe naturelle ou un déplacement nécessite une aide bien spécifique qui débute avec un soutien en matière de besoin de base dont le premier est l'accès à l'eau. L'eau, au centre de tout, est la pierre angulaire de la reconstruction d'une vie, d'une famille, d'un village. Sans eau, pas de vie, pas de travail, pas d'industrie, pas d'agriculture.

EAU ET ASSAINISSEMENT AU LIBAN

SOUTENIR DES SOLUTIONS GAGNANT-GAGNANT
POUR LES RÉFUGIÉS ET LA POPULATION LIBANAISE

PAR CAROLINE BOUVARD

Directrice pays (SI)

Avec ses 2 000 sources, 40 cours d'eau et une pluviométrie qui rend envieux ses voisins, le Liban est souvent vu comme le Château d'eau du Moyen Orient. Pourtant, la gestion de l'eau du pays est en fait en crise. Si 78 % des Libanais sont connectés à l'eau potable publique, ce service reste irrégulier et de mauvaise qualité, les conduisant à pourvoir 75 % de leurs besoins par des puits ou fournisseurs privés¹. Des dizaines de milliers de puits illégaux pillent ainsi la ressource nationale, tandis que plus de 50 % des réseaux ont dépassé leur durée de vie, leurs fuites laissant s'échapper 40 % de l'eau consommée². Sur le volet assainissement, seules 8 % des eaux usées sont traitées faute d'infrastructures. Et, comme observé en janvier dernier, la population est aussi soumise à un risque inondation fort en l'absence de planification urbaine et de gestion des eaux pluviales.

L'arrivée dans le pays de près de 1,5 million de réfugiés syriens depuis 2011 a encore accru cette pression et les risques afférents. Et les réfugiés en sont les premières victimes. Si le

gouvernement libanais leur a ouvert ses frontières, l'expérience de l'accueil des réfugiés palestiniens dans les années 50 l'a poussé à tout faire pour que le séjour de ces nouveaux arrivants reste temporaire. Il n'existe ainsi aucun camp équipé pour couvrir leurs besoins de base et ils sont contraints d'habiter en ville dans des logements souvent insalubres, ou dans l'un des 5 800 camps informels repartis dans le pays, où ils doivent payer pour tout (loyer, eau, déchets...). La création d'infrastructures facilitant leur séjour est par ailleurs restreinte par le gouvernement, forçant les acteurs humanitaires à utiliser des solutions temporaires coûteuses, comme les livraisons d'eau par camion.

La situation est particulièrement difficile pour les 295 000 résidents des camps informels qui n'ont souvent ni point d'eau ni fosse septique sur site. Leurs besoins sont de moins en moins couverts par l'aide humanitaire faute de fonds. Au lieu des 35 litres d'eau par personne par jour nécessaires, les acteurs humanitaires ne peuvent ainsi plus distribuer que 7,5 à 15 litres. Alors que 51 % d'entre eux vivent avec moins

de 2,90 \$ par jour, les réfugiés ont donc recours à des fournisseurs privés coûteux et dont personne ne contrôle les services (qualité de l'eau, lieu de déversement des boues d'assainissement...).

Des solutions pérennes "gagnant-gagnant" pourraient pourtant remédier à ces difficultés et permettre de maintenir des conditions de vie décentes pour les réfugiés, tout en améliorant les infrastructures du pays. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL tente d'y contribuer en adoptant des approches intégrées à l'échelle de quartiers ou villages pour développer des réseaux ou systèmes d'irrigation/gestion des eaux de pluies bénéficiant aux réfugiés comme aux municipalités, en installant des systèmes de filtration d'eau partagés entre les réfugiés et les propriétaires de leurs logements, ou encore en contribuant à un meilleur encadrement des fournisseurs privés là où ils restent incontournables (contrôle de la qualité de l'eau distribuée, de l'enregistrement des puits...).

¹ Gouvernance de l'eau au Liban, rapport national 2017, UE – Programme SWIM

² L'eau au Liban présentation des enjeux du secteur, 2013, Brussels Invest&Export

COMBATS INSTITUTIONNELS

L'accès à l'eau s'opère sur le terrain auprès des populations les plus vulnérables. Pour autant, les institutions, bailleurs, partenaires doivent eux aussi entendre le cri d'alarme des millions de personnes à travers le monde privé de cette ressource. C'est pourquoi SOLIDARITÉS INTERNATIONAL agit sur le terrain et dans les institutions pour faire entendre la voix des sans voix.



MANIFESTE

LES 10 ENGAGEMENTS D'URGENCE EN FAVEUR DE L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT POUR TOUS

Condition de toute vie sur terre, l'eau reste une cause majeure de mortalité dans le monde. C'est un bien précieux et fragile, mais dont beaucoup manquent toujours cruellement et qui est menacé par le dérèglement climatique, la démographie, l'urbanisation, la pollution. Autant de facteurs engendrant des tensions de plus en plus dangereuses autour de cette ressource vitale.

C'est pourquoi SOLIDARITÉS INTERNATIONAL appelle le plus grand nombre à signer son manifeste pour un accès effectif et sans condition de tous les êtres humains à l'eau potable et à l'assainissement.

1 SAUVONS DES VIES GRÂCE À L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT

Près de 2,1 milliards d'êtres humains n'ont toujours pas accès à l'eau potable. 4,5 milliards de personnes ne disposent pas non plus de services d'assainissement dignes et sécurisés. Résultat, l'eau insalubre tue chaque année 2,6 millions d'êtres humains, dont une majorité d'enfants, du fait des maladies hydriques telles que les diarrhées et le choléra. L'accès à l'eau et à l'assainissement est une urgence humanitaire, agissons !

2 ARRÊTONS DE BAFouer LE DROIT HUMAIN À L'EAU

En juillet 2010, une résolution des Nations Unies a fait de l'eau un Droit de l'Homme. Mais de fait, ce droit est bafoué. Malgré de réels progrès depuis 20 ans, ceux-ci sont beaucoup trop lents. Il faut aller plus vite.

3 EXIGEONS DES ÉTATS ET DES NATIONS UNIES DE RESPECTER ENFIN LEURS ENGAGEMENTS

En juillet 2015, l'Assemblée Générale des Nations Unies lançait, à l'unanimité de 195 États, les Objectifs de Développement Durable pour vaincre la pauvreté dans le monde. Parmi les 17 ODD, l'Objectif 6 vise à garantir l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030. Or, dans le Rapport UN Water 2018, les Nations Unies reconnaissent elles-mêmes que *"le monde n'est pas sur une bonne trajectoire pour atteindre les ODD d'ici 2030"*. Et d'en détailler les causes : insuffisance des financements, de la gouvernance et des capacités, notamment dans les pays les moins avancés. Les ODD votés par les États ne sont pas contraignants pour eux. Beaucoup d'entre eux ne pourront pas y parvenir avec leurs seuls moyens. Il faut un plan mondial de soutien à ces pays pour atteindre l'objectif 6 des ODD.

4 METTONS ENFIN LES MOYENS FINANCIERS NÉCESSAIRES À L'ATTEINTE DE L'ODD6

Le financement nécessaire pour réaliser l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030 s'élève à 114 Md\$ par an. C'est trois fois plus que les investissements actuels ! De plus, il est impératif que les institutions concernées se mettent enfin d'accord sur la réalité des chiffres, sur l'augmentation des ressources financières indispensables et sur leur mise en œuvre pays par pays.

5 APPELONS À UNE MEILLEURE COORDINATION DES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Il nous faut sortir de l'approche en silo et coordonner systématiquement l'accès à l'eau avec l'assainissement et l'hygiène. C'est une urgence de santé publique. De même que nous devons coordonner l'Objectif 6 avec chacun des autres ODD dédiés à la santé, à l'alimentation, à l'énergie, au développement durable.

6 APPELONS LES GRANDES INSTITUTIONS DE DÉVELOPPEMENT À GAGNER EN RAPIDITÉ, EN SOUPLESSE, EN PARTENARIAT ET EN IMPACT

Dans les situations de crise, qu'il s'agisse de catastrophe ou de conflit, il est essentiel de coordonner les réponses d'urgence avec celles de la reconstruction puis de la reprise du développement. Trop lourdes, lentes et coûteuses, les grandes institutions de développement doivent gagner en rapidité et en souplesse, en partenariat et en impact.

7 PRÉSERVONS L'EAU, PRÉSERVONS LA PAIX !

Selon des estimations, 40 % de la population mondiale sera confrontée aux pénuries d'eau d'ici 2050. Les tensions déjà existantes entre usagers de l'eau, voire entre pays, vont maintenant s'aviver et risquent de se transformer en confrontations. Il est urgent d'agir sur le rapport entre l'eau et la paix pour préserver l'une et l'autre.

8 APPELONS LES NATIONS UNIES À METTRE EN PLACE UN COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE L'EAU

L'eau et l'assainissement sont des réalités locales à gérer sur place, mais également des réalités à l'échelle de la planète nécessitant une solidarité collective. Impossible quand plus de 30 agences internationales sont actuellement en charge de l'eau. Il importe de rendre le dispositif plus efficace en mettant en place un "Comité intergouvernemental sur l'eau" au sein des Nations Unies avec un secrétariat permanent.

9 APPELONS LA FRANCE À AUGMENTER SON AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT, AINSI QUE LA PART DÉDIÉE À L'AIDE HUMANITAIRE

La France doit montrer l'exemple en augmentant son Aide Publique au Développement à 0,55 % du PND d'ici 2022 selon la trajectoire prévue, puis aller au-delà pour atteindre 0,7 %. Dans le cadre d'une véritable stratégie, elle doit augmenter la part des dons, la part destinée à l'assainissement, la part pour les pays en crise et les moins avancés. La France doit porter à 10 % de son APD son aide humanitaire et s'engager d'ici 2022 à un partenariat avec les ONG à hauteur d'un milliard d'euros par an.

10 DONNONS L'EXEMPLE

Avec les Objectifs du Développement Durable, le dérèglement climatique et les crises, le monde est confronté à d'immenses défis. Si les États sont les premiers responsables, il nous appartient de leur rappeler, mais aussi d'y contribuer nous-mêmes au travers d'une multitude d'initiatives qui contribuent à permettre l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène pour tous dans le monde en 2030. C'est en ce sens que SOLIDARITÉS INTERNATIONAL se bat chaque jour pour sauver des vies.



"ALLER PLUS LOIN, ALLER PLUS VITE !"

"Le monde n'est pas sur une bonne trajectoire pour atteindre les Objectifs de Développement Durable d'ici 2030 : les financements consacrés à l'eau et à l'assainissement sont insuffisants, les structures de gouvernance sont fragmentaires et les capacités institutionnelles et humaines dans l'ensemble du secteur de l'eau sont également insuffisantes, notamment dans les pays les moins avancés !" RAPPORT UN-WATER 2018



PAR JEAN LAUNAY

Président Partenariat Français pour l'Eau

Ce constat accablant pour l'avenir dans le secteur de l'eau peut être également fait dans beaucoup d'autres secteurs: pauvreté et inégalités, sécurité alimentaire, égalité entre les sexes, modes de production et de consommation, changement climatique, biodiversité... et l'eau est un facteur nécessaire à tous ces secteurs.

Même si certains progrès ont été faits, il faut aller plus loin car le monde vivant ne pourra pas très longtemps se maintenir dans des conditions lui permettant de se développer harmonieusement et le monde humain ira tout droit vers des changements très importants risquant de conduire à des migrations de très grandes ampleurs, des conflits et des catastrophes sans précédents.

Il faut aller plus vite !

L'auteur de ce texte n'est pas "catastrophiste", mais simplement réaliste! Il voit aussi dans ses déplacements dans le monde entier de très nombreuses initiatives pour aller vers un développement durable alliant développement économique, protection sociale et préservation de l'environnement. Beaucoup de petites lumières vertes qui lui donnent de l'espoir !

La question qu'il se pose aujourd'hui, comme beaucoup d'autres acteurs du développement durable dans le monde, est celle des leviers d'action pour accélérer ces initiatives et faciliter leur agrégation pour voir se mettre en place dans un temps nécessairement court un basculement irréversible.

Ces initiatives sont mises en œuvre dans tous les continents par de nombreux acteurs : entreprises, villes, agriculteurs, ONG, citoyens et certains États. Les leviers technologiques, scientifiques, financiers, juridiques... sont les plus utilisés. Mais les études les plus récentes menées par le Partenariat Français pour l'Eau sur de nombreux récits vécus sur des territoires dans le monde entier montrent que le succès est très lié à une forte volonté et une sérieuse implication de leur population.

Le changement de paradigme que nous attendons tous passe probablement par un engagement collectif des populations elles-mêmes. Ces populations sont

souvent aujourd'hui bien conscientes des importants défis à relever et demandent des transitions justes.

Les États ont un rôle particulier à jouer du fait des politiques publiques qu'ils décident et qui orientent fortement les évolutions des sociétés. Aujourd'hui, ils ne jouent pas suffisamment le rôle qui devrait être le leur en faveur du développement durable et de l'eau en particulier.

Au-delà des actions menées auprès des décideurs, en particulier les États, il semble donc incontournable de s'adresser au plus grand nombre en leur donnant des clés pour faire pression sur ces décideurs et d'utiliser les nombreux outils digitaux à notre disposition.

La réussite repose aussi beaucoup sur les comportements de chacun de nous et ces comportements doivent impérativement changer.

Faisons partager le fait que nos désirs sont infinis, qu'ils changent en permanence et qu'ils ne pourront jamais être satisfaits durablement. Faisons comprendre que nous sommes tous reliés et que ce qui se passe dans une partie de la planète impacte les autres parties.

Agissons auprès de nos responsables pour qu'une enceinte politique dédiée à l'eau soit mise en place au sein des Nations unies et pour que l'eau devienne une véritable priorité des politiques nationales.

Ceci est vrai pour notre pays aussi. Bien que l'eau et l'assainissement soient reconnus comme des priorités dans la politique internationale de la France, y compris dans les situations d'urgence et de conflits, comment comprendre que les principaux ministères concernés ne disposent quasiment plus de moyens humains dédiés à ces sujets ? Comment expliquer que plus d'un million de personnes en France métropolitaine et d'outre-mer n'a pas accès à l'eau potable, que 40 % des installations d'assainissement autonome sont non conformes et que 56 % des masses d'eau n'atteignent pas l'objectif du bon état écologique !

Agissons ensemble pour que ces situations changent le plus rapidement possible. Nous avons tous une responsabilité !

Promouvons pour cela et à tous les niveaux l'Agenda 2030 et ses

LE GROUPE URGENCE DU PARTENARIAT FRANÇAIS POUR L'EAU.

Le Groupe urgence du PFE, coordonné par les ONG Action Contre la Faim, Secours Islamique France, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL et le secrétariat du PFE, a récemment réuni une trentaine d'acteurs de l'eau dont l'AFD, Bioforce, la Fondation Veolia, la Croix-Rouge Française, la Mairie de Paris, Aquassistance, l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse... avec pour objectif de renforcer ses capacités d'action en lien avec le Global Wash Cluster à Genève.

L'objectif est triple face aux conflits et catastrophes :

- mieux se coordonner dans l'action,
- partager et valoriser l'expertise,
- réaliser un plaidoyer en France et à l'international.

Dans ce but, le Groupe Urgence prépare un plan d'action à 3 ans avec des échéances majeures comme la Journée Mondiale de l'Eau, la relation avec les pouvoirs publics en France, la Semaine de l'Eau à Stockholm, la COP annuelle sur le climat et l'eau et le 9^e Forum Mondial de l'Eau à Dakar en mars 2021.

17 Objectifs de Développement Durable adoptés en 2015, qui fixent un cap ambitieux et constituent une formidable boîte à outils opérationnelle pour aider tous les décideurs, en premier lieu les États, y compris le nôtre.

C'est sur ces bases qu'agissent collectivement le Partenariat Français pour l'Eau et ses 200 membres publics et privés ! Pour aller plus loin, pour aller plus vite !

L'ODD6 DOIT PRENDRE EN COMPTE L'EAU DANS LES SITUATIONS D'URGENCE

Pour atteindre l'accès universel à l'eau potable, cible numéro 6 des ODD, il faut prendre en compte l'eau dans les situations d'urgence afin que les victimes de conflits et de catastrophes naturelles ne soient pas laissées de côté.

L'un des engagements les plus transformateurs de l'Agenda 2030 est de s'assurer que personne ne soit laissé de côté et qu'aucun objectif ne soit considéré atteint tant qu'il ne l'est pas pour tous. Pour l'ODD 6, il s'agit de parvenir à l'élimination progressive des inégalités d'accès aux services WASH gérés en toute sécurité. Les enjeux sont connus : 844 millions de personnes sans accès à de l'eau potable et 2,3 milliards de personnes sans accès à l'assainissement¹. À ces chiffres il faut ajouter les 80 millions de personnes affectées par les crises ayant besoin d'une aide WASH d'urgence².

Malheureusement, la question humanitaire est peu visible dans le monde de l'eau et peu traitée dans la mise en œuvre de l'ODD 6 à l'échelle nationale ; alors même que les crises sapent les efforts de développement des services ; qu'elles sont complexes, chroniques, et nécessitent une expertise spécifique. Les financements consacrés à la réponse d'urgence restent insuffisants et sont souvent brutalement stoppés, empêchant une transition adéquate avec les projets de développement.

En situation de crises, l'accès aux services WASH est une question de survie. Il faut le plus rapidement possible apporter l'eau là où elle est absente, comme dans un camp de déplacés ou dans les zones sinistrées ; là où il n'y en a pas assez, comme dans des zones d'accueil débordées

par l'afflux de déplacés. Il faut installer des infrastructures sanitaires pour éviter la contamination de l'eau et la propagation des épidémies. Tout cela en envisageant la phase de post-crise et la durabilité des services sur le long terme.

Le Secours Islamique France³, membre du Partenariat Français pour l'Eau, mène un plaidoyer pour que les situations d'urgence dans le domaine de l'eau soient mieux prises en compte, et que les populations affectées soient enfin visibles⁴. La mise en œuvre de l'ODD 6 devrait permettre d'intégrer aux plans de développement des plans de prévention et de réponse aux crises. Les États doivent être outillés pour répondre rapidement et efficacement aux crises et assurer la réhabilitation des services en garantissant leur durabilité. Ils doivent aussi œuvrer à la réduction des vulnérabilités, en commençant par identifier les populations qui seraient impactées grâce à des collectes de données désagrégées.

Il existe des opportunités pour l'eau et l'urgence dans l'agenda politique : la France a prévu un accroissement des financements humanitaires dans le cadre de sa politique de solidarité internationale⁵, elle renforce son action sur les "fragilités", et le MEAE élabore actuellement sa stratégie sur l'eau, qui se doit de prendre en compte la question humanitaire⁶. À l'international, si le respect du droit international humanitaire en situation de conflit reste un défi permanent, le cadre de Sendai, l'Accord de Paris, les préconisations du

panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix et la volonté affichée d'une hausse des financements humanitaires dans le cadre du Grand Bargain offrent de nouvelles perspectives.

Il est évident que nous ne pourrions atteindre l'ODD6 et garantir les droits humains à l'eau et l'assainissement tant que nous laisserons de côté les populations victimes d'un conflit ou d'une catastrophe. Si les crises sont parfois inévitables, leurs effets peuvent être atténués.

ROMAIN CROCHET

Référent technique Eau, Hygiène, Assainissement

LAURA LE FLOCH

Chargée de plaidoyer

¹ JMP 2017

² Global Wash Cluster 2018

³ Acteur de terrain, le SIF a récemment apporté une aide WASH d'urgence sur les terrains de conflits au Mali et en Syrie, dans les camps de réfugiés rohingyas au Bangladesh, ou encore en Haïti suite à l'ouragan Matthew.

⁴ En l'absence d'une instance intergouvernementale sur l'eau, nous portons nos messages dans les espaces tels que les fora mondiaux de l'eau, les semaines mondiales de l'eau, mais aussi dans les conférences climat et dans le monde humanitaire, aux côtés d'Action Contre la Faim et SOLIDARITÉS INTERNATIONAL dans le cadre du groupe de travail urgence du PFE

⁵ CICID de février 2018

⁶ Le SIF participe à son processus d'élaboration en tant que rapporteur pour le collège de la société civile

POUR UNE STRATÉGIE FRANÇAISE AMBITIEUSE EN MATIÈRE D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT !

Le gouvernement s'est engagé à élaborer une nouvelle stratégie internationale de la France dans le domaine de l'eau et l'assainissement. Celle-ci doit doter la France d'orientations stratégiques claires et ambitieuses, afin de garantir une coopération internationale efficace, à la hauteur des enjeux et ciblée vers les plus vulnérables.



PAR SANDRA MÉTAYER

Coordinatrice de la Coalition Eau

Alors que le Ministère des Affaires Etrangères a lancé les travaux consultatifs pour élaborer cette nouvelle stratégie, la Coalition Eau attend de la France qu'elle affirme, par cette stratégie, sa volonté de contribuer à l'atteinte de l'Objectif du Développement Durable n°6 des Nations Unies "Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau" et aux autres cibles liées à l'eau et à l'assainissement dans l'Agenda 2030.

UNE PRIORITÉ : LE DROIT HUMAIN À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

Pour la Coalition Eau, la stratégie devra se fixer comme objectif principal la mise en œuvre effective du droit humain à l'eau et à l'assainissement pour tous. Cela nécessite d'appuyer le renforcement des législations et cadres nationaux, tout en favorisant la bonne gouvernance des services, avec des modalités de financement fondées sur une juste répartition entre les différents contributeurs. Le soutien aux acteurs locaux et la construction d'une société civile structurée et fonctionnelle sont des clés de réussite. Un accent particulier devra être mis sur l'accès à l'assainissement et l'hygiène,

un secteur qui accuse un fort déficit de financement, face à des besoins extrêmes.

La stratégie devra cibler prioritairement les populations les plus vulnérables, en cherchant à mettre un terme aux inégalités dans l'accès aux services. L'accès à l'eau et à l'assainissement doit également être garanti le plus rapidement possible aux populations affectées par toute situation d'urgence humanitaire.

UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DE L'EAU, DU LOCAL AU GLOBAL

La stratégie devra en outre reconnaître l'eau comme un bien commun : sa gestion doit être équitable et durable, avec des règles partagées et élaborées de manière participative, dans le respect des équilibres de la nature. L'appui à la mise en place des plans de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et aux mesures d'adaptation au changement climatique est nécessaire.

La France devra également participer à l'amélioration de la gouvernance de l'eau à l'échelle internationale, par un engagement diplomatique renforcé, le soutien aux coopérations transfrontalières et à la mise en place, au sein des Nations

Unies, d'un comité intergouvernemental sur l'eau.

DES FINANCEMENTS À LA HAUTEUR DES ENJEUX

Pour que cette stratégie ne soit pas un document incantatoire, elle doit être accompagnée de moyens de mise en œuvre adéquats. En matière d'Aide Publique au Développement, la France doit rehausser la part des dons bilatéraux, qui représentent à peine 10 % des engagements d'aide : ceux-ci sont indispensables pour assurer l'accès aux services essentiels des populations les plus pauvres, dans les pays peu solvables ou en crise.

La Coalition Eau demande également que 50 % des engagements financiers soient destinés aux Pays les Moins Avancés, et que 50 % des actions soutenues concernent le secteur de l'assainissement. Des moyens supplémentaires doivent être alloués à la prévention et à la réponse aux crises humanitaires. Enfin, le pilier non-gouvernemental de la coopération française demeure largement sous exploité : le gouvernement doit promouvoir les partenariats avec tous les acteurs, et en particulier augmenter la part d'aide transitant par les ONG.

L'APPEL DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL
AUX COLLECTIVITÉS FRANÇAISES

CITOYENS, ÉLUS : MOBILISEZ VOTRE TERRITOIRE POUR L'ACCÈS À L'EAU POTABLE POUR TOUS !

Seules 82 collectivités des 35 500 que compte la France, sont engagées en faveur de projets de coopération internationale d'accès à l'eau potable, grâce au dispositif du 1 % eau de la loi Oudin-Santini. Et ce malgré un impact humain prouvé depuis sa création depuis plus de 10 ans et un coût indolore pour les administrés.

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un Droit de l'Homme depuis 2010.

Triste constat pourtant, aujourd'hui 5 personnes meurent chaque minute de suites d'une consommation d'eau insalubre, une des premières causes de mortalité au monde, silencieuse et dangereuse. Parmi ces victimes, près de la moitié sont des enfants de moins de 5 ans, les plus vulnérables aux maladies liées à l'eau : choléra, diarrhée... Étroitement lié à cette problématique, l'assainissement reste toujours un défi pour 2,4 milliards de personnes qui ne disposent pas de latrine à ce jour, soit 40 % de la population mondiale.

Selon le dernier décompte en date de 2017, 82 collectivités territoriales françaises ont réagi à ces constats dramatiques et ont financé,

dans le cadre de la loi Oudin-Santini, des projets de solidarité internationale, afin d'apporter un soutien aux populations les plus vulnérables, de façon durable.

Ce dispositif, encore trop méconnu et insuffisamment utilisé, permet depuis 2005 aux collectivités françaises (mais aussi aux syndicats et aux agences de l'eau), de consacrer jusqu'à 1 % des recettes propres de chacun de leurs budgets relatifs aux services d'eau et d'assainissement, au financement d'actions de solidarité internationale dans ces secteurs. Ce soutien est indolore pour les usagers des collectivités, tout en ayant des impacts humains considérables et vertueux pour les bénéficiaires du projet (réhabilitation de réseaux d'eau, soutien à la gouvernance locale, création de comités de gestion de points d'eau),

mais également au sein de la collectivité engagée (mobilisation interne, valorisation de la ressource eau sur le territoire...).

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE tient à remercier chaleureusement les collectivités territoriales et les agences de l'eau qui s'engagent à ses côtés depuis 1998.

L'association humanitaire invite aujourd'hui les 35 500 collectivités territoriales que compte la France à rejoindre cet élan de solidarité pour œuvrer, elles-aussi, au respect de ce Droit de l'Homme et contribuer à atteindre l'Objectif de développement durable n°6 qui vise, d'ici 2030, l'accès à l'eau potable pour tous !

“LA PREMIÈRE RÉPONSE À LA SOUFFRANCE HUMAINE DOIT ÊTRE LA SOLIDARITÉ”

“FAIRE DU 1 % UNE OPPORTUNITÉ POUR NOTRE TERRITOIRE”



3 QUESTIONS À NICOLAS ROCHAS

Directeur d'études Relations Internationales / Connaissance territoriale
AUD Saint-Omer

Pourquoi utilisez-vous le 1 % ?

Le 1 % solidaire a été mis en place en 2016. Le Fonds Eau de notre agglomération est alimenté par une contribution à hauteur de 1 € par habitant. Le pré requis, c'est avant tout une volonté politique, celle de participer à son échelle à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable. Plus qu'une responsabilité morale, c'est également une réelle opportunité pour notre territoire. Cette ouverture à l'international constitue une occasion pour mettre en place des projets éducatifs et pédagogiques avec les établissements scolaires, les centres socioculturels, en menant des actions d'éducation à la citoyenneté et à l'environnement, en offrant des opportunités de partenariat, de stages, de mobilité, de travail pour les jeunes par exemple, et peut-être pour nos entreprises. Les partenariats noués à travers le monde contribuent au rayonnement de l'Audomarois et localement cela participe à la cohésion sociale par le biais des valeurs véhiculées. L'action internationale, c'est un supplément d'âme nécessaire pour un territoire au XXI^e siècle.

Comment cela est-il perçu par les habitants ?

On ressent parfois une interrogation voire une réticence légitime de la part de certaines personnes qui ne comprennent pas toujours, au départ, pourquoi on agit à l'international alors que l'on a déjà nos problématiques locales. Mais en échangeant et en dialoguant, lors d'un événement public ou parfois dans les établissements scolaires par exemple, les gens sont assez fiers de savoir qu'il y a un euro de leurs impôts qui est dédié à des projets de coopération internationale en faveur

de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans le monde. C'est un sentiment de fierté et d'utilité tant chez les habitants que chez les élus, une prise de conscience et de responsabilité en rappelant que les défis d'aujourd'hui et la réduction des inégalités dans le monde ne pourront être relevés qu'avec des réponses collectives.

Pourquoi toutes les collectivités n'utilisent-elles pas le 1 % ?

Parfois, c'est par méconnaissance des possibilités d'agir sur le fait que chacun à son échelle même avec des moyens limités peut entreprendre de tels projets. D'autres fois, c'est un manque de volonté politique avec la peur du regard des citoyens et des discours démagogiques. Alors qu'avec un travail de pédagogie et en créant une synergie locale avec le plus grand nombre d'acteurs, il y a vraiment une adhésion pour la coopération et la solidarité internationale. L'absence d'un service de relations internationales est parfois mise en avant comme facteur limitant. À Saint-Omer, l'intercommunalité ne dispose pas d'un tel service mais celle-ci a fait le choix de s'appuyer sur l'Agence d'Urbanisme et de Développement comme opérateur de ces projets.

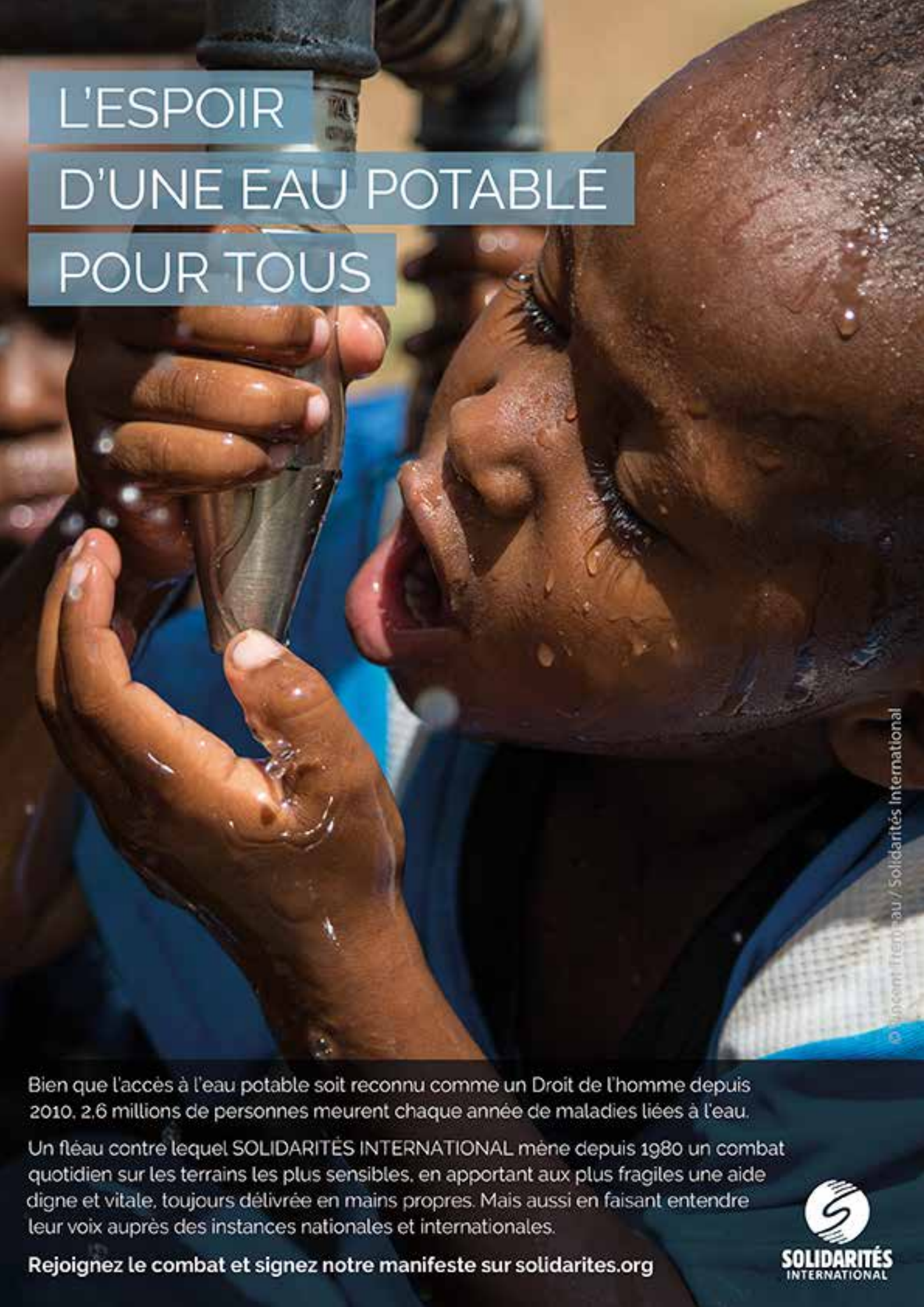
C'est enfin et souvent une vision partielle, l'action internationale ne doit pas être considérée comme une politique à part, une “bonne conscience” mais comme un véritable levier transversal avec les autres champs d'action de la collectivité (eau, culture, jeunesse, cohésion sociale, sport...). Il y a donc des freins techniques, culturels et politiques. Le frein financier, c'est avant tout une question de volonté.

“POUR 10 000 €, VOUS SAUVEZ LA VIE DE 2 000 PERSONNES”

La loi du 1 % solidaire offre un intérêt technique qui permet l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour des personnes qui en ont vraiment besoin, pour qui ce n'est pas une question de confort mais bien une question de survie. Pour 10 000 €, il est possible d'amener de l'eau potable à 2 000 personnes. Pour une somme relativement modique, ce n'est pas seulement de l'eau que vous amenez mais bien la vie des gens que vous sauvez ! Pour une somme relativement similaire, vous installez des toilettes dans une école. Cela permet aux jeunes filles de poursuivre leurs études, elles qui abandonnaient à l'âge de leur règles faute de toilettes.

Pour les collectivités, utiliser la loi Oudin-Santini, c'est aussi communiquer auprès des administrés sur l'utilisation des fonds. Il y a une certaine fierté des habitants dès lors qu'ils connaissent les projets financés.

REMY MARQUES
Délégation Centre-Loire



L'ESPOIR D'UNE EAU POTABLE POUR TOUS

Bien que l'accès à l'eau potable soit reconnu comme un Droit de l'homme depuis 2010, 2,6 millions de personnes meurent chaque année de maladies liées à l'eau.

Un fléau contre lequel SOLIDARITÉS INTERNATIONAL mène depuis 1980 un combat quotidien sur les terrains les plus sensibles, en apportant aux plus fragiles une aide digne et vitale, toujours délivrée en mains propres. Mais aussi en faisant entendre leur voix auprès des instances nationales et internationales.

Rejoignez le combat et signez notre manifeste sur solidarites.org



SOLIDARITÉS
INTERNATIONAL